



# Séisme en Haïti

12 JANVIER 2010 – 12 JANVIER 2012

**BILAN ET REGARDS SUR DEUX ANS D' ACTIONS**

[www.croix-rouge.fr](http://www.croix-rouge.fr)

croix-rouge française   
Humanisons la vie

# SOMMAIRE

## 4 RETOUR SUR DEUX ANS D' ACTIONS

Le point avec Aaron Brent, chef de la délégation Croix-Rouge française en Haïti

## 6 DANS LES QUARTIERS

Du relogement à la rénovation urbaine

## 13 DANS LES CAMPS

Au nom de notre mandat humanitaire

## 20 SANTÉ

Des soins de qualité pour les plus fragiles

## 24 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

## 25 LE DÉVELOPPEMENT EN ARTIBONITE

## 26 DE L'URGENCE À LA RELÈVE

Retour sur les six premiers mois d'actions

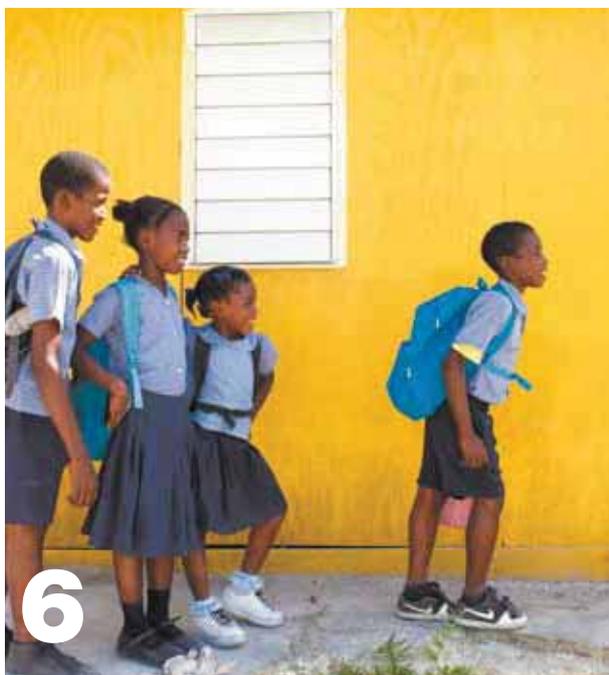
## 28 NOTRE ENGAGEMENT FINANCIER EN HAÏTI

## 29 ENCORE MERCI !

## 30 NOS PARTENAIRES INSTITUTIONNELS ET OPÉRATIONNELS



4



6



13

En complément de ce rapport d'activités, un web documentaire interactif a été réalisé sur la vie à Port-au-Prince, deux ans après le séisme. Pour le visionner, rendez-vous sur le site Internet [www.croix-rouge.fr](http://www.croix-rouge.fr)

<http://www.haïti.croix-rouge.fr>

### Haïti – Deux ans d'actions

Croix-Rouge française – 98 rue Didot  
75694 PARIS CEDEX 14 – 01 44 43 11 00 –  
Directeur de la rédaction : Jean-François Riffaud – Document réalisé par Ana Verdu de Béjar et Géraldine Drot – Mise en pages :  
CITIZENPRESS – Crédits photographiques :  
Jean-Luc Luysen, Croix-Rouge française,  
Fondation Architectes de l'Urgence  
– Photo couverture : Jean-Luc Luysen –  
décembre 2011.

croix-rouge française



20

**À** chaque fois que je pose le pied à Port-au-Prince, je suis habité par deux sentiments contradictoires : une émotion profonde, d'abord, devant la souffrance qui s'acharne. Et en même temps, une admiration extraordinaire pour le peuple haïtien qui fait preuve d'une force et d'une capacité de résilience incroyables ! Je les vois rire, entreprendre, vivre à nouveau. On ne peut imaginer que la route est terminée pour eux. Je veux nourrir de l'espoir pour ce pays et nous, humanitaires, sommes là pour entretenir cet espoir. Depuis le séisme du 12 janvier 2010, je me suis rendu à plusieurs reprises dans ce pays, au titre de la Croix-Rouge française ou de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, en ma qualité de membre du Groupe de Haut Niveau, dont le rôle est de suivre l'avancée des travaux humanitaires. La Croix-Rouge française a contribué, avec l'ensemble du Mouvement, à sauver des vies dans un premier temps, et à permettre à des milliers de personnes de survivre dans des conditions les plus humaines possibles, compte tenu des difficultés que connaît Haïti. Les compétences techniques et humaines de nos équipes sont reconnues, et je tiens à leur redire ma grande fierté.

#### **La situation est-elle satisfaisante pour autant ?**

Evidemment non ! Tant qu'il y aura des personnes vivant dans des camps - et il en restera durant des années encore, hélas ! - ou dans les décombres d'un quartier détruit, nous ne pourrions considérer notre mission comme accomplie. Vivre dans de telles conditions n'est pas un avenir. Il est de notre devoir de rester auprès de ces populations extrêmement vulnérables, de leur porter l'assistance nécessaire, mais également de les accompagner étape par étape vers un retour à l'autonomie. Car tel est notre objectif : leur laisser peu à peu reprendre leur destin en main, retrouver leur liberté de choix, de décision, en un mot leur dignité.

**Il faut garder à l'esprit**, pour comprendre les difficultés auxquelles nous sommes confrontés, qu'Haïti fait partie des pays les plus pauvres au monde et que le séisme du 12 janvier 2010 a anéanti un Etat tout entier : le gouvernement, les administrations, les infrastructures, les archives... tout a été détruit ! On ne peut pas en Haïti, comme on l'a fait après le tsunami en Asie du Sud-Est, reconstruire des milliers de maisons. Le contexte, ici, est beaucoup plus complexe. Néanmoins, les choses se sont accélérées au cours de ces douze derniers mois puisque nous sommes passés d'une centaine d'abris transitoires à plus de deux mille sur nos zones d'intervention.

**Chaque crise est différente** et il nous faut réapprendre à chaque fois, nous remettre en question en permanence. En Haïti, nous ne sommes pas face à une catastrophe unique dont on pourrait se relever en quelques semaines. Les urgences ont succédé aux urgences. L'année 2010 a ainsi été marquée par le passage du cyclone Tomas, des inondations successives, puis par deux épidémies majeures de choléra, en octobre puis en mai 2011. De plus, nous devons prendre en considération les très fortes vulnérabilités liées essentiellement à la grande pauvreté de ce pays, parce qu'elles ont un impact direct sur les ac-



tions que nous menons. Il ne suffit pas d'un toit pour vivre décemment, il faut également pouvoir manger à sa faim, avoir accès aux soins, à l'éducation, disposer de moyens de subsistance suffisants... Toutes ces conditions ne sont malheureusement pas réunies aujourd'hui.

**Grâce à la générosité de nos donateurs et de nos partenaires institutionnels**, nous prévoyons de nous engager jusqu'à fin 2013 au moins pour ce qui est de la réponse au séisme. Dans le cadre d'une action humanitaire durable, nous poursuivons par ailleurs nos projets de développement humain en Artibonite, où nous étions présents bien avant cette catastrophe et où nous allons rester au moins cinq ans encore. Cela sous-entend d'ailleurs que nous allons rester aux côtés de la Croix-Rouge haïtienne, elle-même fragilisée par le séisme. Le renforcement des capacités de notre Société sœur est l'une de nos missions premières, conformément à notre mandat au sein du Mouvement Croix-Rouge et Croissant-Rouge.

**« Tant qu'il y aura des personnes vivant dans des camps - et il en restera durant des années encore, hélas ! - ou dans les décombres d'un quartier détruit, nous ne pourrions considérer notre mission comme accomplie. »**

Ce document dresse le bilan de ces deux années d'actions intensives, depuis la phase d'urgence jusqu'à aujourd'hui. Deux ans après le séisme, cette mission reste la plus importante dans l'histoire de la Croix-Rouge française à l'international, avec 35 expatriés et 350 salariés nationaux mobilisés sur le terrain. Ce document, je l'espère, vous éclairera sur le sens de nos actions. Il explique, très concrètement, les contraintes que nous devons surmonter quotidiennement ; il traduit notre volonté d'aider du mieux possible des hommes et des femmes qui nous donnent chaque jour une grande leçon de vie et de courage.

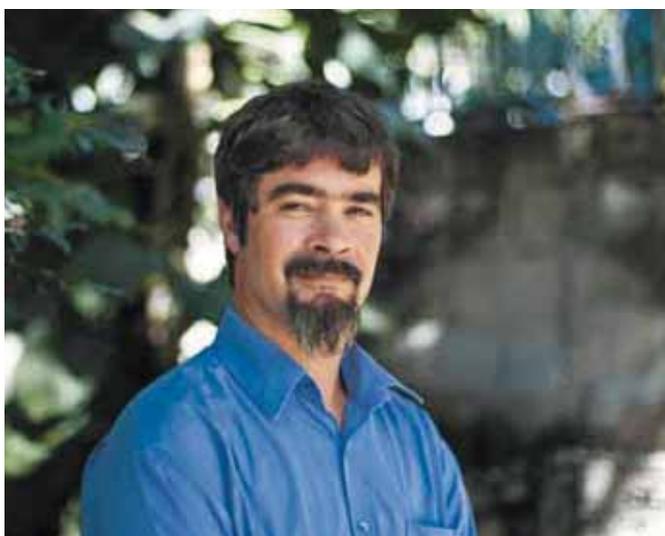
---

**Professeur Jean-François Mattei,**  
Président de la Croix-Rouge française

# RETOUR SUR DEUX ANS D' ACTIONS

\_\_\_\_ **Deux ans après le séisme, Port-au-Prince présente un double visage** : celui des quartiers, où une impression de retour à la normale prédomine – les rues sont animées, dégagées des gravats qui, il y a un an, encombraient encore la capitale – et celui des camps, où le temps semble resté suspendu. Les conditions de vie y sont rudes et précaires, les habitants toujours dans l'attente de lendemains meilleurs. Pour la Croix-Rouge française, le chemin parcouru en deux ans est énorme, et les résultats visibles aujourd'hui. Le point avec Aaron Brent, chef de la délégation Croix-Rouge française en Haïti depuis juin 2011.

« **Nous devons gérer de très fortes vulnérabilités qui sont la conséquence du séisme, mais aussi d'une situation antérieure très fragile.** »



d'abris transitionnels, ralentis par d'énormes contraintes logistiques, le manque de terrains, la nécessité de déblayer des dizaines de milliers de tonnes de gravats, et faute de titres de propriété, il a fallu faire un long travail d'identification des propriétaires, etc. Un an après, nous avons construit 2100 abris de transition (mi-décembre 2011). Depuis septembre dernier, nous sommes entrés dans la phase de rénovation urbaine, pour

redevenir autonome et à prendre en charge les infrastructures mises en place.

## **Cela signifie-t-il que la mission de la Croix-Rouge française est à un nouveau tournant ?**

Oui et non. Nous devons nous adapter sans cesse aux besoins, sur chaque zone d'intervention et presque au cas par cas, en impliquant au maximum la population. Depuis le début de la crise, la Croix-Rouge française est restée fidèle à sa stratégie d'approche intégrée, en l'affinant au fur et à mesure. Cette démarche consiste, sur une même zone, à identifier les vulnérabilités et à tenter d'y répondre de façon ciblée. Nous voulons aller plus loin encore dans cette démarche, à travers nos programmes de rénovation urbaine, mais le processus est complexe, car il n'existe pas de planification urbaine globale. Nous sommes soutenus par le Mouvement Croix-Rouge et Croissant-Rouge, en particulier la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et la Croix-Rouge haïtienne, en lien étroit avec les autorités locales.

## **Quel regard portez-vous sur la situation générale à Port-au-Prince aujourd'hui ?**

La situation s'est globalement stabilisée mais elle reste extrêmement complexe. J'ai le sentiment que la vie a repris ses droits, que la population est déterminée à se relever, et surtout, que la prise en charge proprement liée à la crise est derrière nous, dans les quartiers du moins. Mais évoquer une vie « normale » en Haïti sous-entend une vie chaotique, dominée par la pauvreté, comme c'était déjà le cas avant le séisme. D'où nos difficultés à apporter des réponses durables au relogement d'une partie significative de la population. La crise est derrière nous et le traumatisme évacué, mais nous devons gérer de très fortes vulnérabilités qui sont la conséquence du séisme mais aussi d'une situation antérieure très fragile.

## **Quels progrès constatez-vous, concrètement ?**

La situation a beaucoup évolué en deux ans et s'est globalement améliorée dans les quartiers au cours de l'année 2011. Il y a un an, nous entamions seulement les travaux de construction

améliorer les conditions de vie de la population et assurer la pérennité de nos projets. La situation est beaucoup plus instable dans les camps, évidemment.

## **Comment qualifieriez-vous la situation humanitaire dans les camps, précisément ?**

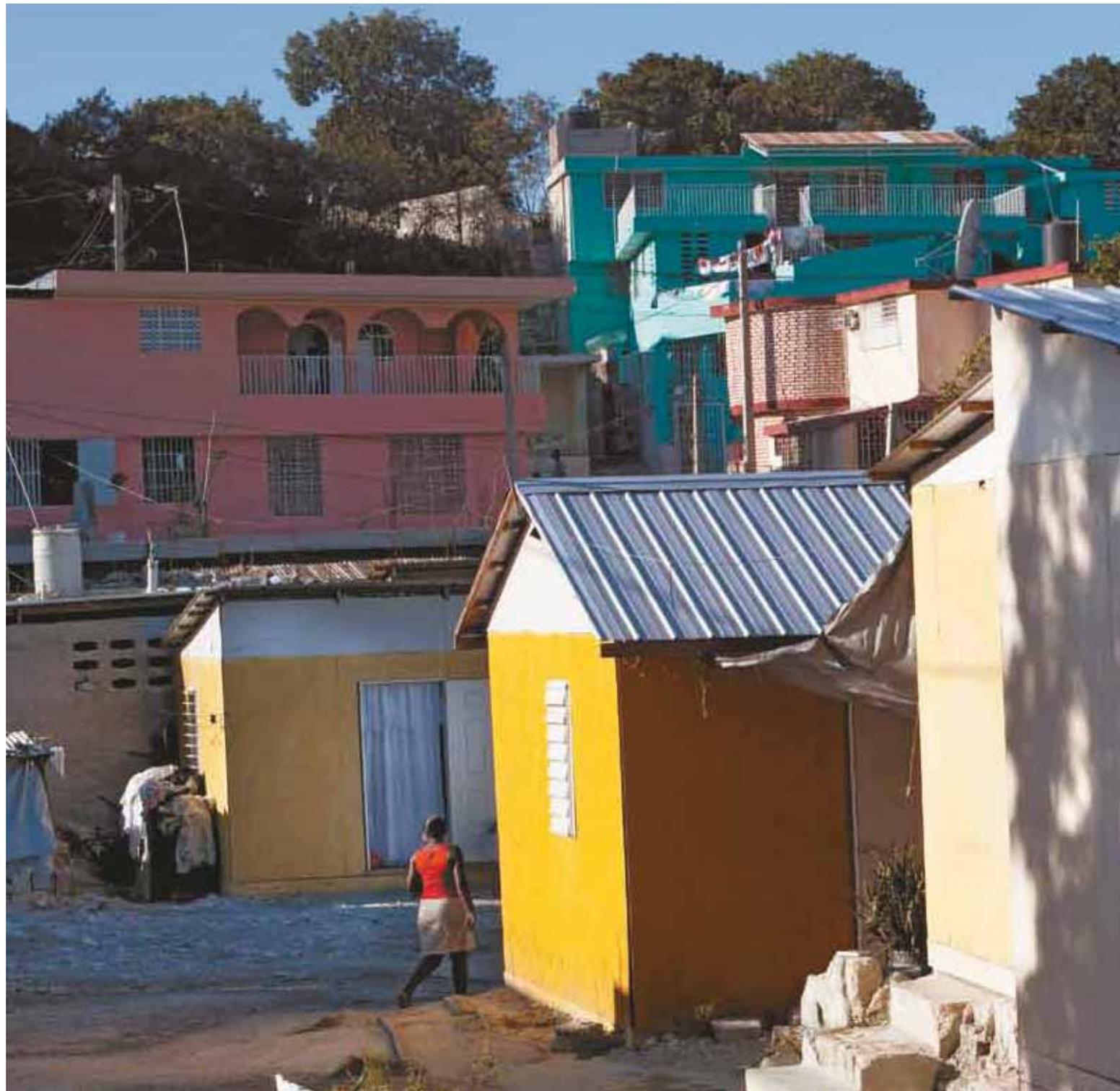
Près de 520 000 personnes vivent toujours dans des camps, ce qui, naturellement, ne peut nous satisfaire. La Croix-Rouge française a fait le choix de maintenir son assistance aux populations, comme elle le fait depuis deux ans, parce que les besoins restent énormes. Comme je le rappelais précédemment, une grande partie de ces personnes était déjà sans abri avant le séisme ou vivait dans une grande précarité. Elles ont rejoint les camps, aux côtés des victimes directes du séisme ; celles qui ont perdu leur maison ou n'avaient plus les moyens de payer un loyer. Il n'existe pas de solution de relogement pour tous à ce jour ; par conséquent, nous poursuivons notre mandat, mais en faisant en sorte de ne pas rester enfermés dans une logique d'assistanat. Notre objectif est d'amener la population à



Quartier de Delmas 9, Port-au-Prince, novembre 2011.

## Haïti - Activités de la Croix-Rouge française





# DANS LES QUARTIERS

DU RELOGEMENT À LA RÉNOVATION URBAINE

**Reloger la population  
– personnes sans abri ou  
vivant dans un abri de fortune –  
demeure prioritaire, aujourd’hui  
encore.**

Si la construction d’abris se poursuit, notre premier objectif est atteint : 2 100 familles ont reçu un abri de transition au cours de l’année 2011 (contre une centaine fin 2010). Il a fallu, pour ce faire, surmonter d’énormes contraintes liées principalement au manque de terrains et aux travaux de déblaiement (plus de 12 000 m<sup>3</sup> de débris). Depuis septembre 2011, de nouveaux chantiers sont en cours. Dans le quartier de Delmas 9, des dizaines de travailleurs ont été recrutés pour mener à bien les travaux : destruction de maisons dangereuses, déblaiement, réhabilitation de maisons... Ce programme est une nouvelle étape dans l’amélioration des conditions de vie de la population. L’approche quartier retenue par la Croix-Rouge française prend en considération les besoins des populations non regroupées (personnes vivant sur leur parcelle sous une tente, dans les maisons endommagées, en famille d’accueil...) et favorise le retour vers leur quartier d’origine des personnes actuellement hébergées dans des camps, en leur assurant un minimum de services (eau, assainissement, voirie, etc.) et en améliorant l’offre de logement.

« 90% des personnes vivant dans les camps sont à Port-au-Prince (...). La Croix-Rouge française, en prenant le parti de travailler dans les zones urbaines, n'a pas pris la voie facile. La situation est complexe, mais c'est là que nous devons travailler. »

EDUARD TSCHAN, REPRÉSENTANT DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SOCIÉTÉS DE LA CROIX-ROUGE ET DU CROISSANT ROUGE EN HAÏTI.



### LE PROGRAMME D'ABRIS AU 15 DÉCEMBRE 2011, C'EST :

- 2 100 abris transitoires construits
- 35 % des bénéficiaires des abris transitoires viennent des camps
- 12 555 m<sup>3</sup> de gravats déblayés
- 6 365 travailleurs employés en « cash for work »
- 148 maisons en cours de réhabilitation
- 15 maisons dangereuses en cours de démolition

REPORTAGE À DELMAS 9

## LES CONTRAINTES LIÉES AU LOGEMENT

En deux ans, la communauté internationale a bâti plus de 100 000 abris transitionnels, dont plus de 20 000 fournis par les sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Une gageure, compte tenu des nombreuses contraintes qu'il a fallu surmonter. Interview de Xavier Genot, coordinateur abris/logement, Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.



**PP** 80% de notre réponse a eu lieu dans les 12 derniers mois, du fait de nombreuses contraintes et pré-requis :

identification des propriétaires et locataires, obtention des permis de construire, signature d'accords avec les bénéficiaires, organisation de formations... Puis il a fallu importer une grande partie des matériaux (bois) et vaincre les difficultés d'accès dans certains quartiers où le travail doit s'effectuer à la main. D'autres facteurs comme le manque d'espace en zone urbaine, la menace de cyclones et l'épidémie de

choléra ont également ralenti le déroulement normal des programmes. Néanmoins, le bilan est positif : 100 000 abris ont déjà été construits pour un nombre total de 500 000 bénéficiaires, dont 1 sur 5 par la Croix-Rouge, qui peuvent fermer leur porte à clé le soir. La construction d'abris transitionnels a donné du travail aux gens, ce qui reste le premier besoin exprimé par les Haïtiens. »

**XAVIER GENOT, COORDINATEUR ABRIS/LOGEMENT, FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SOCIÉTÉS DE LA CROIX-ROUGE ET DU CROISSANT-ROUGE.**



**PP** Ça change beaucoup dans ce quartier. On vit mieux dans des maisons, on est rassuré. Beaucoup de monde travaille pour la Croix-Rouge. Ma mère fait partie du comité de quartier, qui se réunit chaque semaine pour discuter des projets ensemble. Du coup, tout le monde se sent concerné. »

SHIRLEY, 21 ANS, FILLE DE LOUISE.

## Retrouvailles avec Louise et Shirley

**Delmas 9 est méconnaissable.** Sur les parcelles jonchées de gravats il y a un an encore, des maisons de bois aux couleurs vives égayaient désormais le quartier ; les rues sont propres, animées. Une centaine de familles a pu être relogée ici et semble avoir repris une vie « normale ». Louise Sainville nous accueille chez elle. Sa famille a été l'une des premières à bénéficier d'un abri de transition, lorsque la Croix-Rouge française a lancé son programme en 2010. Depuis, la maison a été agrandie et aménagée, Louise est employée sur l'un des chantiers de démolition et représente les femmes au foyer au sein du comité de quartier. Ce dernier est impliqué dans tous nos projets locaux.



### Le comité de quartier

Dans le cadre de cette démarche participative, nous avons constitué un comité de quartier à Delmas 9 avec une quinzaine de membres représentant les associations, l'école, l'église, les commerçants, les jeunes ou encore les femmes au foyer. Ce comité se réunit chaque semaine en présence d'un délégué de la Croix-Rouge française pour définir les zones d'intervention prioritaires et constituer les équipes de « cash for production » sur les chantiers (cf. encadré p. 11). C'est aussi l'occasion d'échanger sur les difficultés, doléances ou attentes des habitants. Ils montrent ainsi leur implication et leur engagement dans la construction de leur avenir.

## LES AGENTS COMMUNAUTAIRES



**PP** Nous travaillons avec des agents communautaires qui sont de façon permanente sur le terrain et informent les populations des activités de la Croix-Rouge française, afin qu'elles en comprennent bien l'impact et l'utilité, mais aussi par souci de transparence. Cela permet d'échanger et de les faire participer activement à la

mise en place de nos programmes. Ce dialogue nous permet d'identifier leurs besoins et de nous adapter. »

ANNAMARIA SERRA, COORDINATRICE APPROCHE INTÉGRÉE, CROIX-ROUGE FRANÇAISE



Les habitants du quartier sont employés à la tâche sur les chantiers.

## La rénovation urbaine

\_\_\_ L'expérience de la première phase d'installation d'abris de transition dans les quartiers a montré la nécessité d'une approche approfondie pour améliorer les conditions de vie de la population de façon plus durable. Telle est l'ambition de notre programme de rénovation urbaine. Concrètement, il s'agit, sur certains de nos sites d'intervention, d'apporter des services ou des infrastructures (travaux de voirie, accès à l'eau, à la santé, activités de relance économique, amélioration de l'habitat, etc.) qui vont permettre de réduire les vulnérabilités et de répondre à des besoins clairement identifiés.

### LE LOGEMENT, PRIORITÉ NUMÉRO 1

Depuis septembre 2011, la Croix-Rouge française a entamé la deuxième phase de son programme d'abris. Elle participe à la réhabilitation de 148 maisons endommagées (jaunes) et la démolition d'une quinzaine de maisons jugées dangereuses (rouges) à Delmas 7 et Delmas 9. « Les maisons réhabilitées sont plus solides qu'avant le séisme de par la qualité des matériaux et la technique utilisée. Les murs sont armés, donc trois fois plus résistants, par exemple, explique Matthieu Colzani, délégué abris de la Croix-Rouge française.

Ces travaux sont réalisés en partenariat avec la Croix-Rouge américaine et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Les démolitions et le déblaiement sont effectués par la Cooperative Housing Foundation avec de la machinerie lourde ou des personnes employées dans le cadre de "Cash for Production" » et recrutées grâce au concours des groupes communautaires de la zone. Nos délégués, pour leur part, supervisent et coordonnent les activités avec l'aide des groupes communautaires, afin d'assurer à la fois la sécurité sur les chantiers et la communication



### Maisons vertes, jaunes, rouges

Suite au séisme de 2010, le ministère des Travaux publics, des Transports et des Communications (MTPTC) a classé les habitations en trois catégories : les maisons vertes non endommagées, les maisons jaunes à réhabiliter et les maisons rouges à détruire. Or, la réalité étant plus complexe, un travail de reclassement est actuellement en cours, qui, bien qu'indispensable, retarde quelque peu les travaux de reconstruction.



**Marilien Ervela, l'une des premières bénéficiaires du programme de démolition de maisons rouges.**

*« Maintenant que ma parcelle est déblayée, mon projet est de reconstruire une maison. En attendant, j'ai demandé deux abris transitoires à la Croix-Rouge française, un pour moi et un autre pour pouvoir loger mon locataire. »*

avec les bénéficiaires. C'est avec enthousiasme que les habitants de Delmas 9 ont accueilli ce projet qui leur évite de payer pour le déblaiement de leur maison.

## DES INFRASTRUCTURES INDISPENSABLES

■ **L'eau** : 203 familles ont bénéficié de la réhabilitation de réservoirs d'eau privés qui contribuent aujourd'hui à l'approvisionnement en eau potable des quartiers, répliquant ainsi le système payant existant avant le séisme. La Croix-Rouge française travaille avec les autorités locales à la construction et la réhabilitation de 11 nouveaux kiosques de vente d'eau : une activité qui permettra d'améliorer l'accès à l'eau dans les quartiers et les camps situés à proximité.

■ **L'assainissement** : l'amélioration des canaux de drainage évite la stagnation des eaux usées et pluviales, source de nombreuses maladies. La construction et/ou la réhabilitation de latrines dans les quartiers de Delmas et Croix-des-Bouquets a bénéficié à 289 familles.

■ **La réparation des allées piétonnières** : les débris récupérés lors du déblaiement des maisons sont triés et travaillés, afin de fabriquer des briques prêtes à l'emploi. Les pavés pour l'aménagement des trottoirs seront fournis par la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, qui développe un système innovant de recyclage de gravats.

## Du "cash for work" au "cash for production"



Le « cash for production » – soit « argent contre production » – s'est substitué au système de « cash for work » – « argent contre travail » – utilisé l'an dernier sur les opérations de déblaiement des quartiers. Les travailleurs sont désormais payés à la tâche et non plus à la journée, mais le principe reste le même : accorder un revenu, aussi modeste soit-il (entre 5 et 6 euros par jour) aux personnes employées. Ce système a déjà bénéficié à plus de 6 000 travailleurs, grâce à un dispositif de rotations de 3 semaines. Certains ont ainsi pu réaliser quelques économies, à l'instar de Célestin Junior, qui a participé à tous les programmes menés à Delmas 9 par la Croix-Rouge française (déblaiement, construction d'abris transitionnels et maintenant démolition) et qui a pu ainsi ouvrir un petit commerce de vente de parfums. Comme lui, de nombreux Haïtiens ont parfois juste besoin d'un coup de pouce pour rebondir.

# Croix-des-Bouquets, autre quartier, autres problématiques

**Croix-des-Bouquets est une commune semi-urbaine située à 12 kilomètres de Port-au-Prince.** Ses habitants vivent principalement du commerce et de l'agriculture. Bien que touchée par le séisme, la zone a pu accueillir des familles de déplacés qui ont trouvé ici une alternative au retour dans la capitale surpeuplée. Sans contraintes d'espace, de déblaiement ou de surpopulation, la construction d'abris transitoires y est beaucoup plus rapide qu'à Port-au-Prince.



quets, où elle dispose d'un abri transitoire construit par la Croix-Rouge française sur une parcelle appartenant à son frère. Plus d'un millier d'abris transitionnels ont ainsi déjà été construits – 1 010 au 1<sup>er</sup> décembre 2011 sur 1 235 prévus – avec le soutien de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge, qui fournit une partie des matériaux de construction.

Le manque d'accès aux services de base et de revenus rend néanmoins très difficiles les conditions de vie de cette population, exposée par ailleurs à l'insécurité alimentaire. Pour tenter de réduire ces vulnérabilités et répondre aux besoins, la Croix-Rouge française a mis en place ici une « stratégie d'approche multisectorielle » ; un programme ambitieux de relogement de transition, assorti d'activités visant à réduire les risques de catastrophes et à améliorer l'assainissement, l'accès à l'eau et aux services de santé. Aujourd'hui, la Croix-Rouge française souhaite également développer des activités génératrices de revenus. Réduire les vulnérabilités à Croix-des-Bouquets, c'est aussi contribuer à la stabilisation de nouvelles zones de vie alternatives aux quartiers surpeuplés de Port-au-Prince.

**J**ocelyn est venue ici parce que son « oncle a perdu son emploi de boulanger après le séisme et qu'il n'était plus possible de payer le loyer en ville ». Sa voisine, Marie Anote, a quant à elle vécu dans un camp de déplacés pendant plusieurs mois après la destruction de sa maison à Delmas 17 et a finalement fait le choix de s'installer à Croix-des-Bou-

## Les latrines ECOSAN

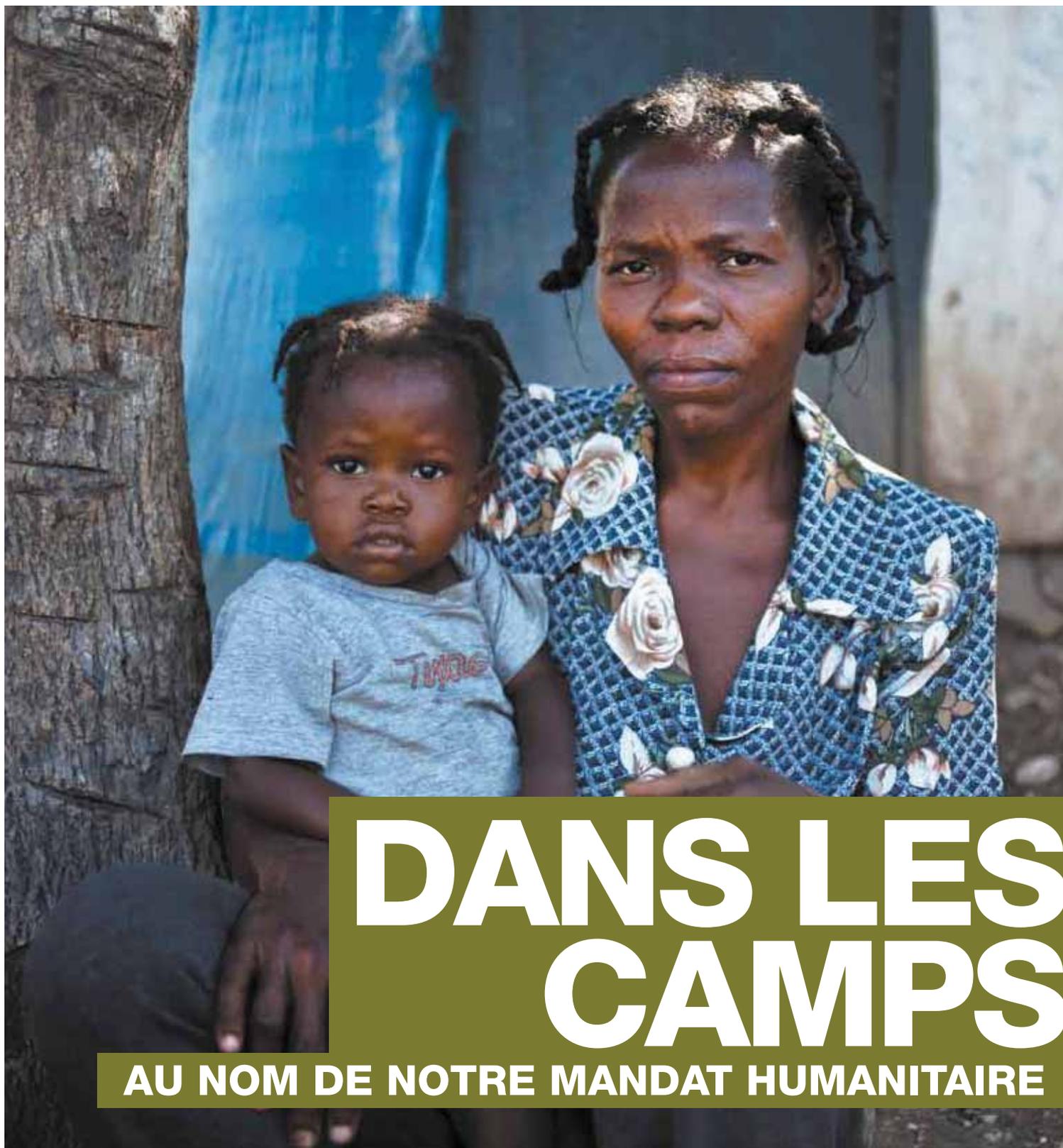
Les zones pourvues d'abris ont également reçu 200 latrines ECOSAN destinées à 4000 personnes. Ce modèle de latrines présente un double intérêt : d'une part, il limite le recours aux vidangeurs traditionnels (bayakous) qui représentent un risque sanitaire et environnemental, d'autre part, il permet de constituer un compost agricole qui réduit à la fois le recours aux engrais chimiques et les dépenses des producteurs. Les équipes de promotion de l'hygiène de la Croix-Rouge française mènent actuellement des activités de sensibilisation sur l'usage de ces installations.



**PP** Pour parer aux aléas naturels, les abris sont renforcés par des ancrages au sol et au niveau de la charpente. Un guide de bonnes pratiques d'utilisation sera bientôt distribué aux familles lors de sessions de sensibilisation, pour leur expliquer comment aménager leur abri transitionnel en rajoutant des latrines, une terrasse, un petit jardin, etc.

Des consignes de sécurité et de prévention leur seront par ailleurs données pour leur montrer comment éviter les accidents liés au feu ou aux intempéries, par exemple. »

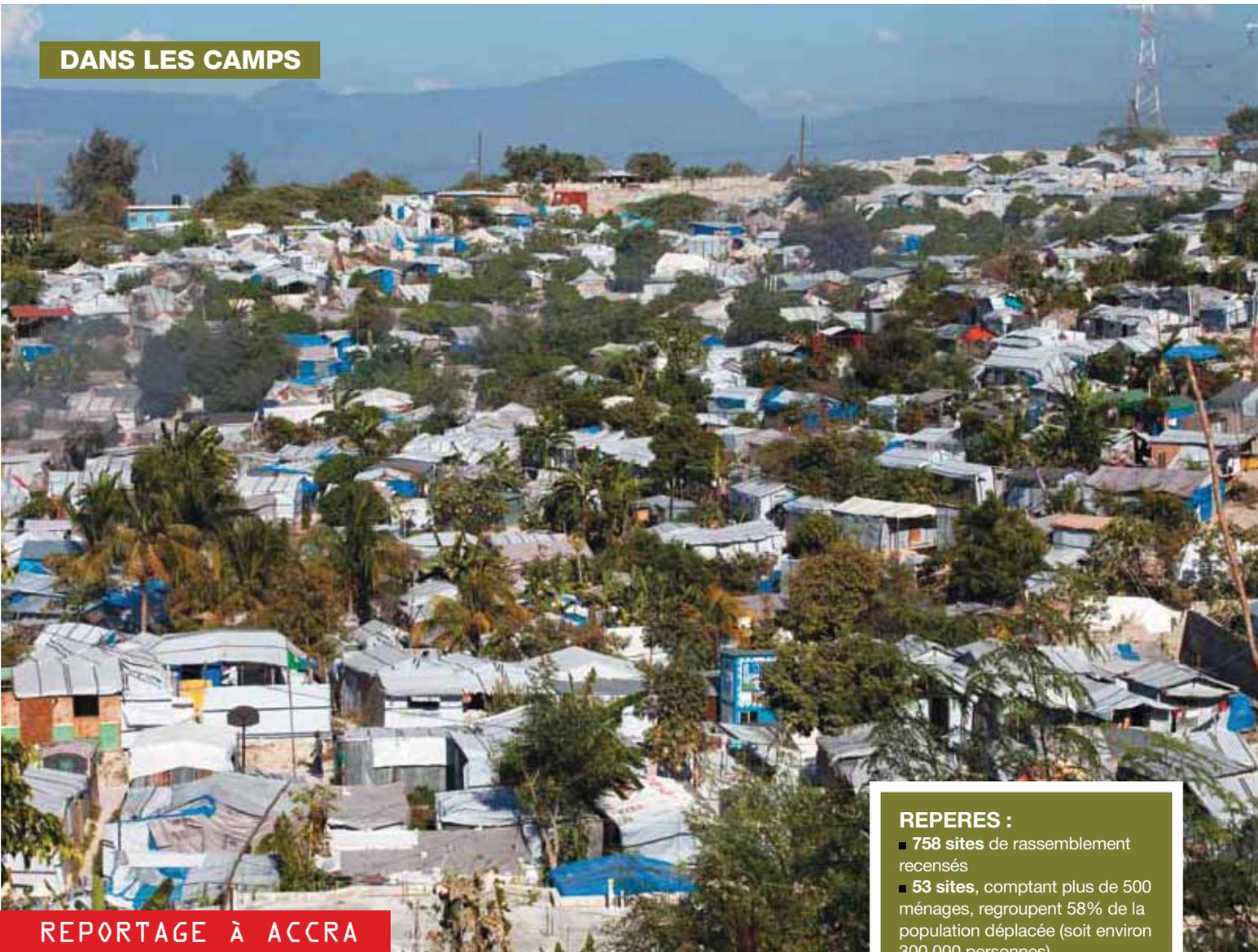
**ÉLODIE FLORY, DÉLÉGUÉE ABRIS À CROIX-DES-BOUQUETS, CROIX-ROUGE FRANÇAISE**



# DANS LES CAMPS

**AU NOM DE NOTRE MANDAT HUMANITAIRE**

Les derniers chiffres publiés en décembre 2011 par l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM) font état de près de 520 000 personnes vivant toujours dans des camps. Il s'agit d'une population mixte, composée en partie de personnes déjà sans abri ou mal logées avant le séisme et de familles sans solution de relogement depuis la catastrophe. La population des camps constitue l'une des populations les plus vulnérables de la zone affectée, c'est pourquoi il est indispensable de rester à ses côtés et de l'accompagner vers un retour à l'autonomie. Concentrée aujourd'hui sur 9 camps et 40 000 habitants (recensement OIM), la Croix-Rouge française souhaite, en effet, sortir peu à peu d'une logique d'assistanat. Mais la situation n'est pas la même d'un camp à l'autre. Certains vont disparaître rapidement, d'autres vont probablement perdurer.



REPORTAGE À ACCRA

# Accra, une ville dans la ville

## REPERES :

- 758 sites de rassemblement recensés
- 53 sites, comptant plus de 500 ménages, regroupent 58% de la population déplacée (soit environ 300 000 personnes)
- 77% des personnes vivant dans les camps étaient locataires avant le séisme

(Source : Organisation internationale pour les migrations, 30 novembre 2011)

À Delmas 33 s'érige l'un des camps les plus peuplés de Port-au-Prince : Accra. Selon les chiffres officiels, 20 000 personnes au moins vivent là, sans doute plus, et pour longtemps encore. Pour beaucoup d'entre elles, il n'existe aucune alternative concrète de relogement dans l'immédiat. Bon an, mal an, la population a appris à organiser son quotidien, à s'installer dans une situation qui malheureusement s'éternise. Accra, une ville dans la ville, pour ne pas dire un bidonville, où la Croix-Rouge française a fait le choix de rester.

**L**es gens se sont réfugiés à Accra dès le lendemain du séisme et une organisation très structurée s'est rapidement mise en place. Ainsi, le site, immense, est aujourd'hui divisé en deux camps (Accra Nord et Accra Sud) et 13 blocs regroupant tentes, zones collectives et services, ont été constitués. Chaque bloc est représenté par un comité composé de trois délégués et rattaché à la Fédération d'Accra. Son rôle est d'écouter, d'identifier et de relayer les besoins des populations. Les délégués sont les interlocuteurs privilégiés des organisations humanitaires présentes sur place, mais leur représentativité ne s'arrête pas aux frontières du camp : Auguste Dieudonné et Elie

Joseph, représentants respectifs d'Accra Sud et Accra Nord, sont régulièrement en contact avec des bailleurs de fonds, des organisations de solidarité, ou la mairie de Delmas. Ils s'expriment au nom de ceux qui souhaiteraient quitter le camp mais n'en ont pas les moyens. C'est le cas de Fernande et de son mari, Leslie Ulysse, qui vivent à Accra Nord avec leurs deux enfants. Leslie travaillait comme chauffeur avant le séisme et était propriétaire de deux voitures : « *Je vivais bien avant et ça m'attriste beaucoup de voir mes enfants grandir ici, raconte-t-il. S'ils tombaient malades, je n'aurais pas les moyens de les faire soigner. Aujourd'hui, je suis obligé de louer une voiture à un ami pour pouvoir travailler, mais*



**Réunion dominicale d'un comité d'Accra Nord, autour d'Elie, représentant du camp.**

*le prix de la location est très élevé et cela ne suffit pas pour envoyer les enfants à l'école et manger tous les jours. Malgré tout, j'essaie de mettre un peu d'argent de côté, afin de sortir de cette situation. Je voudrais travailler davantage, avoir un petit commerce ou ma propre voiture pour pouvoir vivre dans une maison, quitter cette vie. »*

## **FAVORISER LE RETOUR À L'AUTONOMIE DES POPULATIONS**

Accompagner l'autonomisation des habitants est devenu une nécessité, d'une part parce que la situation va perdurer, d'autre part en raison de la taille du camp. Les conditions sanitaires se dégradent avec le temps et si l'on ne veut pas que la situation empire, il devient urgent que les habitants et les structures locales aient l'opportunité de gérer eux-mêmes les services, les infrastructures et l'aménagement de leur zone de vie. Il en va de la pérennité des projets mis en place. C'est dans cet esprit qu'un programme de formation à la gestion et à la maintenance des abris d'urgence, des services de l'eau et de l'assainissement a été lancé récemment, en collaboration avec les organisations locales dans les camps et dans les quartiers. Une fois les formations finalisées, les comités recevront les matériaux et outils nécessaires. « *Énormément de besoins subsistent*, confirme le chef de la délégation de la Croix-Rouge française en Haïti, Aaron Brent. *Il faut que nous*

**Fernande, qui vit à Accra Nord avec son mari et ses deux enfants, espère un jour avoir les moyens de quitter le camp.**



**Le système payant a été rétabli, les habitants des camps se cotisent à présent pour acheter l'eau.**



*soyons aux côtés des habitants pour garantir l'accès aux services de base mais aussi pour les préparer aux risques de catastrophes, pour les former, les motiver ; pour qu'ils ne se retrouvent pas démunis lorsque nous nous retirerons. »*

La gestion de l'eau à Accra illustre bien ce glissement progressif vers une autonomie retrouvée et une démarche participative : durant la phase d'urgence, la production et la distribution d'eau potable à destination des populations déplacées ont constitué la première priorité de la Croix-Rouge française. Quatre tanks d'eau ont été installés dès les premiers jours suivant la catastrophe, suivis par la construction de deux réservoirs en dur. Ensuite, durant un an, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a assuré le remplissage gratuit des réservoirs (près de 177 millions de litres fournis depuis mai 2010). Aujourd'hui, le système payant d'avant-séisme a été rétabli : « *Malgré ses faibles moyens, la communauté se cotise pour acheter l'eau. Le camion vient remplir le réservoir tous les matins* », explique Jean-Marc, l'un des responsables désignés pour collecter l'argent. Ce système a le mérite de favoriser la reprise du marché local de l'eau, de redonner une activité économique aux habitants des camps, en appuyant les revendeurs d'eau privée, et de contribuer à pérenniser l'accès de tous à cette ressource essentielle.

## « Offrir une solution autre que la vie en camp »

Entretien avec **Grégory Rondeau**, responsable de la zone Haïti, Croix-Rouge française



initial. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) tente alors de les suivre et de trouver avec les acteurs humanitaires des solutions de logement d'urgence. Une partie de cette population vient grossir d'autres camps. Les acteurs humanitaires ne peuvent agir de façon isolée. Seule la mise en œuvre de grandes politiques publiques de rénovation urbaine et de reconstruction permettront de trouver des solutions durables pour le plus grand nombre.

### Quelles solutions la Croix-Rouge française propose-t-elle, et pourquoi ces choix ?

La situation varie selon les sites. Leur taille, la question foncière (terrain public ou privé), les relations avec les propriétaires, leur configuration, etc. influencent les solutions que nous pouvons ou non proposer. Quand les conditions sont réunies pour offrir une solution autre que la vie en camp, nous y contribuons :

notre programme d'abris transitoires et de réhabilitation de maisons dans les quartiers en est une illustration. Les projets d'aide financière, comme celui de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ou d'autres acteurs humanitaires, en sont une autre, mais ce type de solution demande énormément d'accompagnement car chaque bénéficiaire a une situation propre.

Faute de pouvoir offrir à tous une alternative à court terme, nous faisons le choix de rester auprès d'eux. Cependant, notre action ne peut prendre la forme d'une simple assistance humanitaire et risquer des effets non souhaités comme, par exemple, l'installation définitive des personnes déplacées sur les sites.

Il faut éviter d'enfermer ces populations dans la dépendance. La relance de l'activité économique locale et des services publics est donc fondamentale.

### Pourquoi reste-t-il autant de camps, deux ans après le séisme ?

Rappelons, tout d'abord, que notre but ultime, c'est de donner une autre alternative à la vie en camps pour les populations, de leur trouver une solution de relogement durable. C'est le sens de notre action dans les quartiers. Malheureusement, ce n'est pas si simple. L'urbanisation sauvage et la surpopulation de Port-au-Prince, le manque de logements disponibles (des centaines de milliers de mal logés vivaient dans la capitale avant le séisme), le nombre de victimes à reloger, le manque de revenus qui les empêche de reprendre une location, etc., toutes ces raisons expliquent que des camps perdurent, et certains sans doute pour longtemps. Ajoutons à cela le fait que les pouvoirs publics ont été eux-mêmes très affaiblis par le séisme.

### Néanmoins, la situation a évolué en deux ans...

Bien sûr, le nombre de camps et de personnes déplacées a largement diminué – passant de 1,5 million estimé il y a deux ans à 520 000 environ aujourd'hui – mais certaines populations qui ont quitté les camps y ont parfois été contraintes et n'avaient pas de véritable alternative de relogement. Régulièrement, des occupants de camps doivent quitter un site dont le propriétaire souhaite retrouver l'usage



Le camp d'Accra Nord, à Port-au-Prince.



## Une aide financière pour rebondir

La Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a opté pour une aide financière directe à des familles dans le but de favoriser leur sortie des camps. Cette solution, réalisée au cas par cas, n'est possible que lorsque les camps sont de taille modeste. L'objectif n'est pas nécessairement de vider des camps entiers mais d'aider des familles à reprendre pied dans la vie.

**C**e programme a débuté en juillet 2010. Le système est simple et efficace : la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge propose de couvrir les frais de location de la première année pour les familles volontaires au départ. Les bénéficiaires identifient leur nouvelle habitation, dont l'état général est vérifié par la Fédération. Une première aide de 500 dollars est alors versée pour la location, puis 250 dollars d'aide à l'investissement (frais de scolarité, nourriture, vêtements, ouverture d'un petit commerce, etc.). Par la suite, des formations sont même proposées aux familles pour les aider à reprendre une activité salariée. La Fédération effectue un suivi régulier de chaque famille et, au bout d'un an, un dernier versement de 250 dollars est effectué.

« L'objectif, c'est d'aider les familles à quitter le camp pour retrouver une solution digne de logement correspondant à leur situation antérieure au séisme, ainsi que

des moyens de subsistance suffisants pour en assurer la pérennité. Au 15 décembre 2011, 3 086 familles avaient bénéficié de ce programme, dont 611 relogées hors de la zone métropolitaine de Port-au-Prince. C'est une solution qui fonctionne de plus en plus », explique Xavier Genot, coordinateur abris/logement, Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Le gouvernement haïtien est favorable à ce procédé. Il octroie lui aussi des aides aux familles pour les inciter à quitter les camps. « Cela montre que le Mouvement Croix-Rouge/Croissant-Rouge est une force de proposition. Nous avons été les premiers à essayer cette voie et sommes aujourd'hui les seuls à avoir une expérience d'un an sur ce dispositif », déclare Xavier Genot, tout en précisant qu'il n'est en aucun cas question d'évictions forcées : « Nous n'imposons pas, nous proposons. Le départ des familles se fait sur la base du volontariat. Et l'on s'assure que la sortie se fait dans des conditions dignes ».

# LUTTER CONTRE LES VULNÉRABILITÉS

Plus que dans les quartiers, les habitants des camps sont particulièrement vulnérables, tant sont précaires les conditions de vie. Problèmes de santé et d'accès aux soins, atteintes à l'intégrité physique et psychologique, notamment des femmes et des enfants, insalubrité des logements, aléas naturels (inondations, glissements de terrain, cyclones...), liés à la pauvreté, constituent autant de fragilités. Afin de lutter contre ces vulnérabilités, la Croix-Rouge française a mis en place trois grands types d'actions de prévention, en lien avec la Croix-Rouge haïtienne et de nombreuses associations locales : la protection des femmes, la préparation aux catastrophes et la réduction des risques sanitaires.

## La protection des femmes

Suite au séisme du 12 janvier 2010, le déplacement des populations dans les camps ou dans des hébergements précaires ont aggravé les risques de violence encourus par les femmes et les fillettes.

Les habitations ne pouvant être sécurisées, les femmes se retrouvent plus exposées à la menace de la violence sexuelle. De plus, elles ont perdu pour la plupart les réseaux de relations qui leur assuraient protection et soutien auparavant. Ces violences, en plus de la souffrance physique et psychologique qu'elles engendrent, représentent un problème de santé publique, notamment par le risque de transmission du virus du sida. Pour répondre à ce fléau, la Croix-Rouge française a lancé un programme de prise en charge pluridisciplinaire comprenant des sensibilisations, des formations auprès du personnel sanitaire, la fourniture d'équipements pour l'accueil des victimes et des propositions de relogement. Les associations locales de femmes représentent des alliées importantes dans la mise en œuvre de ce projet.

### « HAÏTI EN SCÈNE »

Parmi les activités phares proposées, le théâtre forum, organisé en partenariat avec l'association Haïti en scène. Une centaine de représentations a déjà eu lieu dans les camps et les centres de santé, rassemblant plus de 3500 spectateurs (dont 60% de femmes). Les pièces mettent en scène des situations quotidiennes de violences faites aux femmes et sont suivies d'échanges avec le public sur le comportement des protagonistes. La scène est ensuite rejouée par des membres du public dans une version qui permet d'éviter la violence.



Le théâtre forum met en scène les violences faites aux femmes.

### DES FEMMES AU SERVICE DES FEMMES

Au total, 18 référentes ont été identifiées dans les camps gérés par la Croix-Rouge française afin de sensibiliser les habitants sur cette thématique et faire le lien entre les victimes et les associations de femmes. Linda, 19 ans, vit à Accra Nord. Pleine d'enthousiasme, elle s'est portée volontaire pour devenir référente pour toutes les femmes concernées : « *Beaucoup de femmes ne travaillent pas, elles ne peuvent pas envoyer leurs enfants à l'école, certaines n'ont même pas de quoi les nourrir et à cela s'ajoute parfois la violence des hommes. Elles sont totalement démunies. En tant que référente, j'espère pouvoir faire changer les choses, tenter d'améliorer leurs conditions de vie.* »

Linda, 19 ans, référente à Accra Nord



# La préparation aux catastrophes

La préparation aux catastrophes est l'un des trois piliers d'intervention du Mouvement Croix-Rouge/Croissant-Rouge en Haïti. Les premiers projets de la Croix-Rouge française dans ce domaine remontent aux années 1990. Le pays subit régulièrement cyclones, inondations, épidémies... Des aléas auxquels on peut se préparer.

Rapidement, après la mise en place de nos premières actions d'aide dans les camps et quartiers de Delmas, nous avons lancé des activités de prévention. Car malgré l'aide apportée, ces populations restaient particulièrement exposées aux risques de catastrophes. Au-delà des aléas naturels récurrents en Haïti, la précarité des logements, l'installation des camps sur des zones inondables ou des terrains dangereux, le manque ou l'absence de canalisations pour évacuer les eaux de pluie, etc. sont autant de facteurs aggravant les risques encourus par ces populations. Nos actions de prévention ont été menées en collaboration avec la Croix-Rouge haïtienne sur 17 camps et 6 quartiers et ont bénéficié à 54 253 personnes.



**PP** Nous avons mené un grand travail de sensibilisation dans les camps où la Croix-Rouge française intervient. Les habitants sont désormais en mesure d'identifier les différents niveaux

d'alertes durant la saison cyclonique et la saison des pluies, ils savent où s'orienter en cas de catastrophe. Les enfants ont également été préparés à travers des activités pédagogiques et des jeux. Aujourd'hui, la Croix-Rouge haïtienne, en partenariat avec la Croix-Rouge française, mène le même travail de sensibilisation dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince. En Artibonite, un système d'alerte précoce va être mis en place et des maisons pilotes antisismiques seront construites avec l'appui d'artisans locaux. Nous collaborons par ailleurs avec plusieurs autres sociétés Croix-Rouge et organisations internationales sur cette thématique et participons à la définition de la stratégie nationale. »

**CHANTAL PITAUD, RESPONSABLE RÉDUCTION DE RISQUES DE CATASTROPHES, CROIX-ROUGE HAÏTIENNE**

## Comment réduire les risques de catastrophes ?



■ **Par la création** de 46 « comités de vigilance » (soit 232 personnes) dans les camps et quartiers.

■ **Par la formation** de plus de 450 personnes à la gestion des risques de désastres et de 152 personnes (dont une centaine de volontaires de la Croix-Rouge haïtienne) aux premiers secours.

■ **Par la sensibilisation** des populations dans les camps et quartiers, à travers des journées de sensibilisation par le porte-à-porte ou via des actions ciblées, dans les stations et les véhicules « tap tap », les églises, les écoles, les marchés, les centres de santé...

■ **Par la distribution** de matériel de communication (dépliants, pochettes hermétiques pour protéger les documents importants en cas d'inondations), de premiers secours (compresses, gants, désinfectant, pansements...), d'alerte (mégaphones, sifflets, radios) et de première urgence (pelles, pioches, bottes, gants...).

■ **Par la communication** : panneaux d'information sur les cyclones et les inondations installés sur toutes les zones de construction d'abris transitionnels ; installation de mâts et de drapeaux d'alerte indiquant les comportements à adopter

(drapeau vert : vigilance ; drapeau jaune : préparation ; drapeau rouge : protection) ; envoi de SMS en cas de risque imminent.

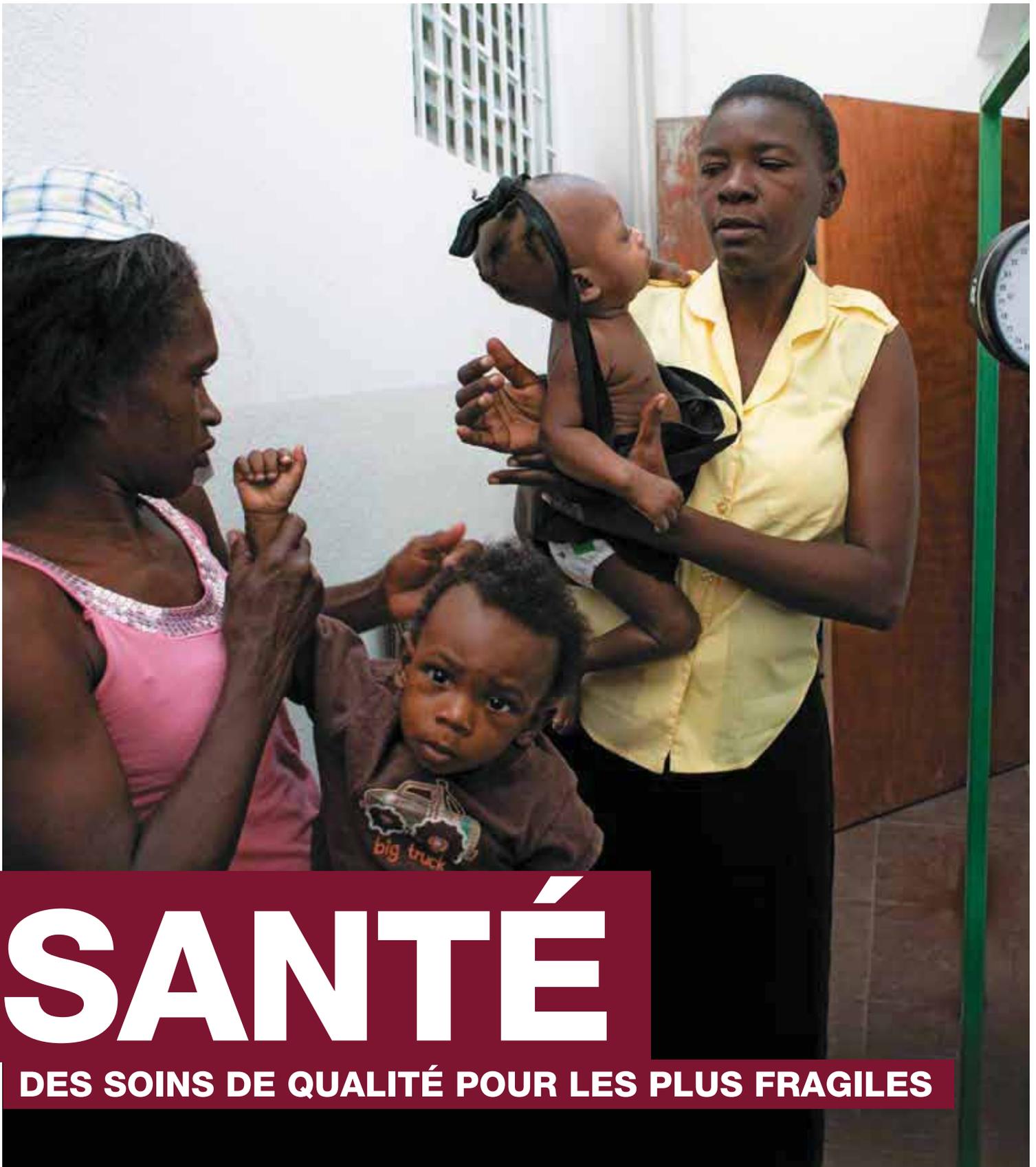
■ **Par des travaux de mitigation** consistant à améliorer les canalisations pour l'évacuation des eaux usées et de pluie.

■ **Par le renforcement des abris** dans les camps : « *Nous trouvons aujourd'hui des habitations construites de façon désordonnée, avec des matériaux de mauvaise qualité ou des bâches usées, qui ne résisteront pas en cas d'intempérie, explique Joël, membre de l'équipe d'évaluation des abris. Avec les représentants des camps, nous avons identifié les zones à risque et les bénéficiaires en fonction de leur vulnérabilité. Nous contrôlons chaque tente en tenant compte du type de risque encouru (vent, inondation, glissement de terrain...) et des réparations nécessaires (remplacement du bois, renforcement du toit, etc.). Ensuite, nous classons les abris en vert, jaune ou rouge, selon leur état* ». Les tentes sont réparées par des habitants du camp ayant suivi une formation avec la Croix-Rouge française, qui fournit également les matériaux et outils nécessaires.

## La réduction des risques sanitaires

Depuis la phase d'urgence, dans les camps et les quartiers où est intervenue la Croix-Rouge française, des activités de promotion à l'hygiène ont été régulièrement organisées avec les volontaires de la Croix-Rouge haïtienne en faveur de plusieurs dizaines de milliers de personnes, afin qu'elles se protègent davantage. Près de 600 latrines et de 30 ouvrages permettant l'accès à l'eau ont par ailleurs été construits ou réhabilités.

Lors du premier pic de choléra, en novembre 2010, six points de réhydratation orale (PRO) ont été mis à disposition d'environ 40 000 personnes. Les cas les plus sévères sont identifiés et transférés vers des unités de traitement du choléra. (cf. page 23, « Le choléra devenu endémique »).



# SANTÉ

**DES SOINS DE QUALITÉ POUR LES PLUS FRAGILES**

**Le séisme a provoqué la destruction complète ou partielle de nombreux hôpitaux,** centres de santé et dispensaires. Sensible à l'importance de développer les services de proximité et suivant les recommandations des autorités sanitaires haïtiennes, la Croix-Rouge française a lancé en 2010 un ambitieux programme de réhabilitation et de renforcement de 11 centres de santé primaire dans la capitale. Deux ans plus tard, les résultats sont au rendez-vous : les centres sont non seulement opérationnels mais également plus performants qu'auparavant. Par ailleurs, notre programme de lutte contre le choléra contribue à préparer le système de santé haïtien à faire face à la maladie.



Le laboratoire du centre Aurore du Bel-Air.



Service de santé maternelle et infantile.

## Le centre de santé Aurore du Bel-Air

Après six mois de travaux de réhabilitation menés en partenariat avec la **Fondation Architectes de l'urgence**, le centre de santé Aurore du Bel-Air, situé à Port-au-Prince, a réintégré ses locaux en novembre dernier. Aujourd'hui, les patients, dont une grande majorité de femmes enceintes ou avec des enfants en bas âge, remplissent la salle d'attente.

**A**vec 945 consultations mensuelles en moyenne, le centre Aurore du Bel-Air couvre le bassin de population le plus important parmi les 11 centres de santé renforcés par la Croix-Rouge française, soit 110 270 personnes. Prochainement, il sera même doté d'un nouveau bâtiment annexe, où de nouvelles prestations seront proposées à faible coût.

Redevenue opérationnelle, la structure offre désormais de nouveaux services de qualité, en plus de ceux proposés avant le séisme de janvier 2010 : la santé maternelle

et infantile, la planification familiale, le dépistage et la prise en charge des maladies sexuellement transmissibles (dont le VIH/sida) ou encore les soins en lien avec la violence sexuelle. Le centre est même devenu un lieu de référence pour les échographies dans le secteur. Il est également le seul à disposer d'un sonographe. Les revenus générés par ces nouvelles activités, aussi faibles soient-ils, contribuent à l'autonomie du centre. En effet, le maintien de la gratuité des médicaments depuis le séisme fragilise l'ensemble des structures de santé.



**PP** **Le centre de santé Aurore du Bel-Air a été fondé dans les années 1970.** Un incendie l'avait détruit en 1998 et, grâce à la solidarité internationale, de nouveaux locaux avaient été inaugurés deux ans après, mais au moment du séisme, nous avons à nouveau tout perdu. Un de nos bâtiments s'est complètement écroulé et le second a été gravement endommagé. A partir de mars 2010, nous avons signé un accord avec la Croix-Rouge française dans lequel tout le personnel s'est engagé à permettre au centre de fonctionner. Aujourd'hui, le centre de santé est restauré et la nouvelle annexe ouvrira ses portes en janvier 2012. »

**BRUNO JEAN-BAPTISTE, DIRECTEUR DU CENTRE DE SANTÉ AURORE DU BEL-AIR**



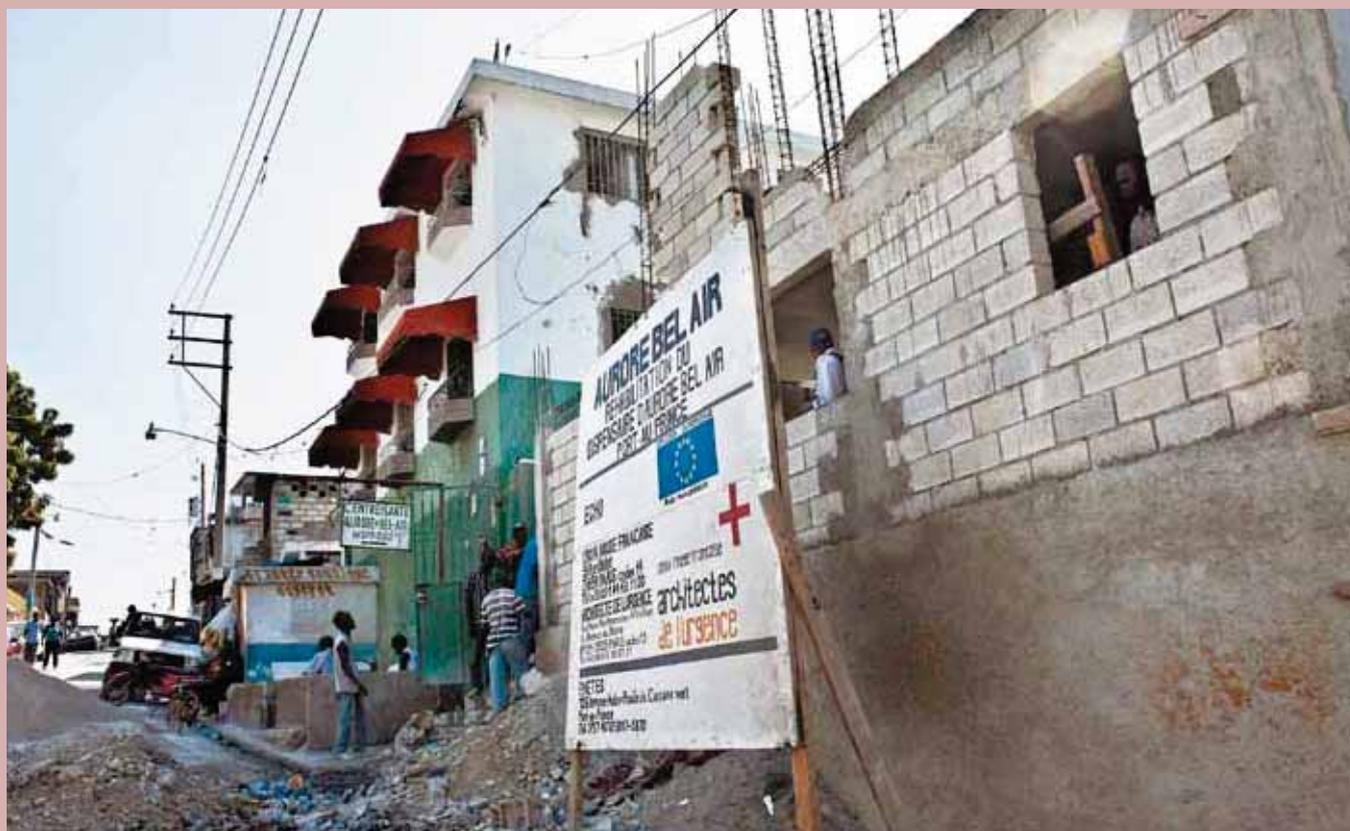
**PP** Au-delà des médicaments ou du matériel fournis, la Croix-Rouge française va accompagner les centres de santé afin qu'ils puissent gérer eux-mêmes leur fonctionnement, assurer la qualité des soins et

subvenir à leurs besoins financiers. Être en capacité de gérer un centre de santé est quelque chose de durable, et j'en suis très fier. »

**MARC PAQUETTE, COORDINATEUR SANTÉ, CROIX-ROUGE FRANÇAISE**

## Le projet d'École nationale des infirmières

L'École nationale des infirmières de Port-au-Prince (ENIP) a été sévèrement touchée par le séisme. Plus de 85 étudiants et enseignants sont décédés ; les locaux, le matériel, les équipements, les archives ont disparu. La Croix-Rouge française et la Croix-Rouge haïtienne ont souhaité, en collaboration avec le ministère de la Santé publique et des Populations, apporter un double soutien à cette institution ; tout d'abord, à travers l'appui à la formation de cadres infirmiers afin de favoriser un meilleur enseignement et encadrement des étudiants. A terme, il s'agit d'améliorer les compétences pédagogiques des cadres et d'optimiser la gestion des services de soins des hôpitaux et des centres de santé. De plus, l'organisation de l'école est améliorée en termes de gestion financière, de ressources humaines, de partage d'informations, de planification et d'évaluation.



## En quoi a consisté le renforcement des centres de santé par la Croix-Rouge française ?

**Les 11 centres publics de santé primaire soutenus par la Croix-Rouge française à Port-au-Prince et Petit-Goâve ont bénéficié de :**

- travaux de réhabilitation et de sécurisation de locaux avec la Fondation Architectes de l'urgence ;
- équipements et médicaments adaptés ;
- système de traitement de déchets (tri et incinérateur) ;
- amélioration du système de gestion ;
- organisation de groupes de parole pour le personnel médical et non médical ;
- formation du personnel (en gestion financière, pharmacie, stock, matériel, suivi de grossesse, maladies de l'enfant, choléra, violences contre les femmes, VIH/sida, examens biologiques, prise en charge psychologique) ;
- création d'un fonds social pour prendre en charge les personnes les plus démunies.



Plan du centre Aurore du Bel-Air achevé.

# Le choléra devenu endémique



**Le choléra est réapparu en Haïti en octobre 2010 dans le département de l'Artibonite.** Deux crises majeures sont survenues en octobre 2010 puis en mai 2011, touchant plus de 500 000 personnes et faisant 6 900 morts (dont 4 500 lors du premier pic). La Croix-Rouge française, comme de nombreux acteurs humanitaires, a su répondre à ces crises, en lien avec le ministère de la Santé publique et des Populations. Notre objectif, aujourd'hui, est de permettre au système de santé haïtien d'assurer la relève, de façon autonome et pérenne. Les structures de santé ont été renforcées, approvisionnées en médicaments et autres intrants, le personnel formé et la qualité des services améliorée. Le témoignage de **Bérengère Vernet**, coordinatrice choléra pour la Croix-Rouge française.

« **L'**intégration du traitement du choléra entre complètement dans le cadre de nos activités de renforcement des centres de santé. Au lieu des unités mobiles de traitement du choléra mises en place lors des deux pics enregistrés en 2010 et 2011, **des services spécialisés dans le traitement des maladies diarrhéiques** — et pas uniquement du choléra — vont être créés, ce qui va nous permettre de lutter également contre toute stigmatisation. Dans le même temps, nous avons formé des personnes à la gestion **des points de réhydratation orale (PRO)** dans les camps (*cf. encadré ci-dessous*), afin qu'elles soient en mesure de faire face à la maladie, devenue endémique. Ce travail de prévention, de sensibilisation et de formation, est crucial pour lutter contre le choléra. En effet, la propagation de la maladie peut être facilement évitée si l'on connaît les mesures de précaution à prendre. Ainsi, durant les deux crises précédentes, la Croix-Rouge française s'est mobilisée aux côtés de la Croix-Rouge haïtienne dès l'apparition des premiers cas recensés dans le Bas-Artibonite. Des centaines de volontaires ont été formés et des milliers d'actions de sensibilisation, désinfections de maisons et de lieux publics, distributions de matériel de prévention ont été réalisées en quelques semaines. Les principaux modes de transmission étant l'eau, les aliments, les mains sales, ainsi que les selles et les vomissements des malades, la priorité a été donnée aux actions de promotion de l'hygiène, ainsi qu'à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Ces réflexes doivent rester dans l'esprit des gens. »

« **La Croix-Rouge française a répondu rapidement à l'épidémie à grande échelle, en assurant la désinfection des maisons et en se rendant dans des zones non couvertes de Port-au-Prince et dans l'Artibonite.** »

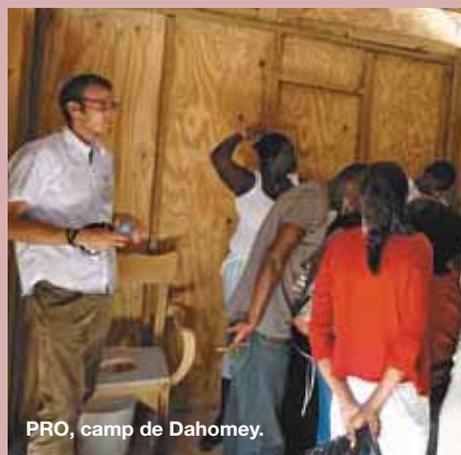
MEGHAN DICARLO, COORDINATRICE SANTÉ, CROIX-ROUGE AMÉRICAINE

## Notre action en chiffres (d'octobre 2010 à novembre 2011)

- Plus de **200 000 personnes** ont été sensibilisées.
- **153 000** personnes ont bénéficié des désinfections.
- **38 écoles, 2 marchés** et plus de **400 latrines et douches** communautaires ont été désinfectés
- **67 000 familles** ont reçu au moins un article de prévention.
- Plus de **6 300 m<sup>3</sup>** d'eau chlorée ont été distribués.
- **180 points de lavage de mains** ont été installés et 10 stations de potabilisation réhabilitées.
- Plus de **11 300 malades** ont été soignés dans les unités et centres de traitement du choléra que nous soutenons
- **29 unités de traitement** du choléra ont été installées.
- **450 personnes atteintes du choléra** ont été accueillies dans les 6 points de réhydratation orale installés dans les camps.
- Plus de **1 000 personnes** ont bénéficié d'un service d'ambulance.

## Les points de réhydratation orale (PRO)

**Isabelle Jean, assistante choléra, Croix-Rouge française**



PRO, camp de Dahomey.

« Nous avons mis en place des points de réhydratation orale dans les camps. Les PRO sont des liens entre la communauté et les centres de santé pour la prise en charge rapide des habitants présentant les symptômes du choléra. Ce sont de petites maisons installées à l'intérieur des camps, dont le personnel a été formé, et est aujourd'hui volontaire et totalement autonome. »

À l'apparition d'un cas de choléra, le malade est pris en charge et stabilisé à l'aide de sels de réhydratation orale. Ensuite, il est référencé auprès d'un centre de traitement de choléra. »

# LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS



\_\_\_ **Qu'entend-on par « renforcement des capacités » ?** Dans tous les pays où nous intervenons, nous apportons notre soutien à la Société nationale avec laquelle nous collaborons. Cette entraide est le fondement même et la force du Mouvement Croix-Rouge et Croissant-Rouge. Ce soutien est d'autant plus important quand le pays subit une crise aussi dévastatrice que le séisme en Haïti. Il peut se traduire par le développement des compétences des volontaires, des formations, l'équipement ou la réhabilitation de locaux, l'amélioration des modes de gestion, etc. C'est ce que l'on appelle ici le « renforcement des capacités » de la Croix-Rouge haïtienne. De la même façon, nous soutenons les autorités locales à travers des projets à long terme comme par exemple, la remise en état du réseau d'eau de la ville de Petit-Goâve.



## AUX CÔTÉS DE LA CROIX-ROUGE HAÏTIENNE

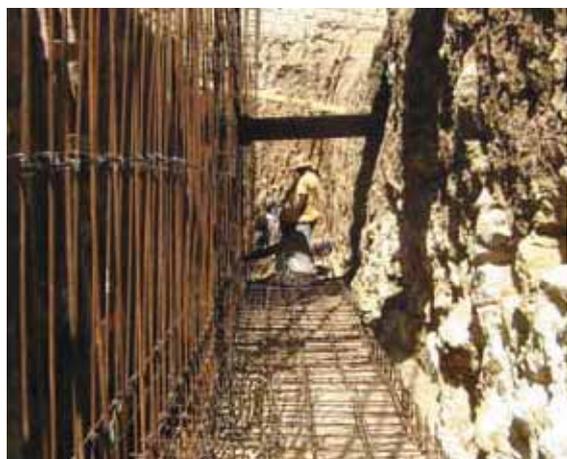
La Croix-Rouge haïtienne a été touchée de plein fouet par le séisme. Beaucoup de ses membres, volontaires et employés, ont été affectés dans leur vie personnelle par la perte de proches ou d'amis. Ses bâtiments centraux, situés à Port-au-Prince, se sont écroulés. Son organisation a été profondément ébranlée par cette catastrophe. Néanmoins ses volontaires et salariés ont fait preuve d'un courage et d'une mobilisation exemplaires depuis la catastrophe.

Les différents membres du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge mobilisés en Haïti, dont la Croix-Rouge française, se sont engagés à aider la Croix-Rouge haïtienne à se relever et à redevenir un partenaire

Siège de la Croix-Rouge haïtienne après le séisme.



fort et fiable de la société civile. L'une des priorités a été de renforcer ses activités traditionnelles telles que la préparation et la réponse aux catastrophes, la santé communautaire et les soins d'urgence (VIH/sida, service pré- et post-hospitalier, ambulances) et la gestion du service national de transfusion sanguine.



Création d'un mur de soutènement pour le réservoir d'eau.

## UN PROJET ATYPIQUE À PETIT-GOÂVE : LE RENFORCEMENT DU RÉSEAU D'EAU

En février 2010, la Croix-Rouge française a été sollicitée par la Direction nationale de l'eau potable et de l'assainissement (DINEPA) pour réparer le réseau d'eau endommagé de Petit-Goâve, ville côtière située à 58 kilomètres de Port-au-Prince, également très touchée par le séisme. Ainsi, plus d'une centaine de réparations ont été réalisées en 2010, permettant de redonner un accès à l'eau à 40000 personnes et d'améliorer la qualité de l'eau. Dans un second temps, la Fondation Veolia Environnement, en partenariat avec la Croix-Rouge française, a effectué une évaluation de l'ensemble du réseau de la ville. La DINEPA s'est basée sur cette étude pour construire un vaste projet de réhabilitation, d'extension et d'amélioration de la gestion du réseau. D'importants travaux ont commencé en avril 2011, afin d'une part, d'améliorer l'alimentation en eau potable dans la zone urbaine et, d'autre part, d'assurer la pérennité des installations en formant le personnel du centre technique d'exploitation et en fournissant une assistance technique.

Ce partenariat innovant illustre bien la volonté de faire le lien entre l'assistance d'urgence et les projets de développement à long terme.



**PP** On ne peut pas toujours être dépendant des autres... Je souhaite que nous puissions nous positionner comme une Société nationale forte qui remplit son rôle d'auxiliaire des pouvoirs publics et de premier acteur de la réponse à l'urgence. »

**DOCTEUR MICHAËLE AMÉDÉE GÉDEON,**  
PRÉSIDENTE DE LA CROIX-ROUGE HAÏTIENNE

# LE DÉVELOPPEMENT EN ARTIBONITE



Classé au 158<sup>e</sup> rang sur 187 pays, Haïti est le pays le plus pauvre des Amériques (selon le rapport sur le développement humain 2011, Programme des Nations Unies pour le Développement - PNUD). 56% de la population vit dans un état d'extrême pauvreté, l'espérance de vie arrive à peine à 60 ans, les niveaux d'accès à l'eau potable et à l'assainissement sont parmi les plus faibles de la région et le taux de mortalité infantile parmi les plus élevés. Si l'urgence provoquée par le tremblement de terre a concentré une grande partie de l'aide internationale sur la zone de Port-au-Prince, les besoins structurels dans les autres départements du pays restent immenses. Pour y répondre à moyen et long terme, la Croix-Rouge française poursuit sa mission commencée il y a plus de 10 ans en Artibonite, aux côtés de la Croix-Rouge haïtienne.

L'Artibonite, située au nord-ouest de Port-au-Prince, est partagée entre la zone montagneuse des Mornes et les plaines majoritairement rizicoles, qui subissent des inondations de façon récurrente. Depuis son déploiement dans la région, la Croix-Rouge française a mené une quinzaine de programmes de réponse aux urgences, de prévention des risques de catastrophes naturelles et d'amélioration des conditions sanitaires. À cette mission historique et aux activités toujours en cours, liées à l'épidémie de choléra, se sont ajoutés deux nouveaux projets, début 2011, le premier consacré à l'eau et à l'assainissement, le second à la réduction des risques de catastrophes.

## EAU ET ASSAINISSEMENT

Ce projet vise à reconstruire et réhabiliter le réseau d'approvisionnement en eau potable et à installer des structures d'assainissement et de sensibilisation communautaire. Nous avons lancé les travaux de :

- réhabilitation ou construction d'une quinzaine de réseaux d'accès à l'eau potable ;
- construction de plus de 3 500 latrines familiales ;
- construction de 7 puits et réhabilitation de 3 forages ;
- construction de 20 latrines en milieu scolaire (équipées de stations de lavage des mains) ;
- sensibilisation de plus de 40 000 ménages aux bonnes pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement.

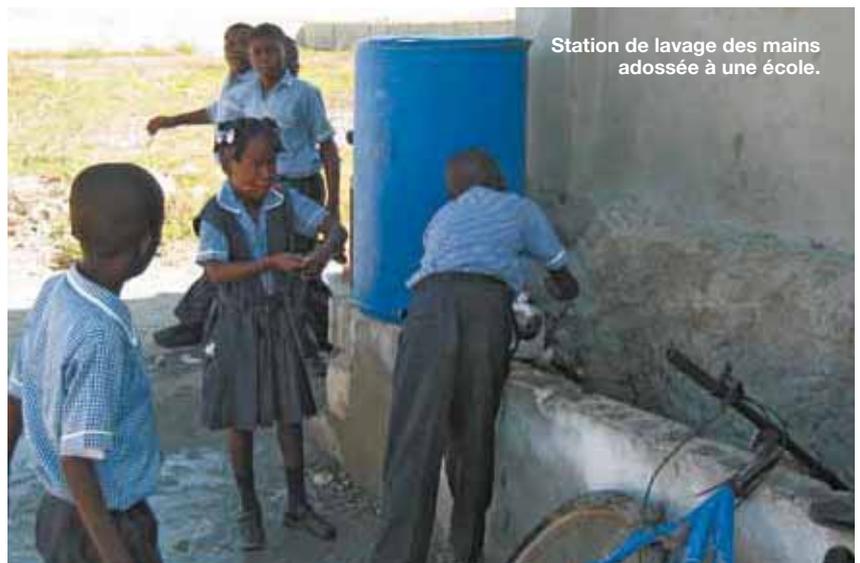
## RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES NATURELLES

Il s'agit de préparer les populations et d'améliorer la coordination entre les équipes de la Croix-Rouge haïtienne et la direction de la Protection civile, en cas de désastre naturel. Ce projet consiste essentiellement à :

- renforcer la coordination entre les acteurs du système national de gestion des risques et des désastres au niveau local et communal ;
- dispenser des formations aux membres de la direction de la Protection civile et de la Croix-Rouge haïtienne ;
- entraîner des communautés locales par des exercices de simulation ;

« Les technologies que nous proposons ont été définies dans le seul souci de répondre aux besoins des populations et de s'adapter à leurs comportements et leur culture. »

JULIEN DUPUY, CHEF DE SOUS-DÉLÉGATION EN ARTIBONITE, CROIX-ROUGE FRANÇAISE



- continuer la diffusion des messages de sensibilisation aux catastrophes naturelles ;
- permettre la diffusion de l'alerte aux populations dans les meilleurs délais.

**Le renforcement des acteurs locaux et l'implication des communautés dans ces programmes constituent la pierre angulaire de toutes nos actions.**

La Croix-Rouge française œuvre ainsi auprès de la Croix-Rouge haïtienne, des autorités administratives locales, des autorités sanitaires, de la Direction nationale de l'eau potable et de l'assainissement (DINEPA), des comités de gestion de l'eau, des acteurs du dispositif national de gestion des risques et des désastres, sans oublier les bénéficiaires eux-mêmes. Ensemble, ils sont les garants de la pérennité de nos projets.

# DE L'URGENCE À LA RELÈVE :

## Retour sur les six premiers mois d'actions

Le 12 janvier 2010, le monde entier est sous le choc à la vue des images en provenance de Port-au-Prince. La télévision montre une ville fantôme, disparue sous un épais nuage de poussière. Un séisme de 7 sur l'échelle de Richter vient d'anéantir une grande partie du pays, au sens propre comme au figuré. Le bilan d'abord : 222 570 morts, plus de 300 000 blessés et 1,3 million de personnes sans abri. Près de la moitié des habitations de la capitale sont détruites ou affectées. Les bâtiments publics, les structures hospitalières, les sièges des organisations internationales, les services privés, les axes de communication ont été durement touchés. La valeur des dégâts représenterait l'équivalent de 120 % du produit intérieur brut (PIB) haïtien de 2009. Le jour même de cette catastrophe sans précédent à l'échelle d'un seul et même pays, la mécanique de l'urgence se met en marche ; les organisations humanitaires du monde entier affluent vers la capitale haïtienne.

Le 12 janvier, la Croix-Rouge française met tous ses moyens humains et matériels en œuvre. La cellule de coordination opérationnelle basée au siège de la Croix-Rouge française à Paris, va durant sept semaines d'affilée et sept jours sur sept assurer la mobilisation, l'organisation et la coordination des secours. Les besoins sont colossaux, les défis logistiques inédits.

La réponse est organisée à trois niveaux : en Haïti, où la Croix-Rouge française a une délégation et des stocks de matériel pré-positionnés ; dans la zone Amérique-Caraïbes, via notre plateforme d'intervention régionale (PIRAC), basée en Guadeloupe ; en métropole, enfin, où tout le réseau se mobilise et lance des opérations de collecte tous azimuts. Il faut mobiliser dans le même temps tous les équipiers de réponses aux urgences (ERU) prêts à partir, préparer les stocks de matériels correspondant aux besoins immédiats (kits pour l'installation de stations d'eau, tentes, bâches plastiques, jerrycans, kits hygiène, kits cuisine), trouver des avions en partance pour Haïti, enfin et surtout, parvenir à acheminer l'aide sur place. La tour de contrôle de l'aéroport de Port-au-Prince a été hors service durant 48 heures, mais le trafic aérien va rester saturé pendant plusieurs jours.

### Une mobilisation sans précédent

Au total, cinq équipes de réponses aux urgences humanitaires (ERU) seront mobilisées, par rotations, soit 93 équipiers (santé, eau et assainissement, logistique) et 150 tonnes de matériels de secours acheminées en quelques semaines.

### DISTRIBUTION D'ABRIS ET DE PRODUITS DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ

La Croix-Rouge française a distribué plus de **2 000 tentes** et **11 000 bâches** en plastique aux personnes sans abri à Port-au-Prince et Léogâne. Des produits de première nécessité (bâches en plastique, couvertures, kits cuisine, kits hygiène, jerrycans, bois) ont été remis à environ **35 000 familles**.





## EAU ET ASSAINISSEMENT

Très vite, la Croix-Rouge française est devenue l'un des principaux fournisseurs d'eau potable à Port-au-Prince. Des réservoirs et des rampes de distribution d'eau ont été installés sur **66 sites de rassemblement**, permettant d'approvisionner **environ 180 000 per-**

**sonnes chaque jour**. En moyenne, **900 m<sup>3</sup> d'eau** ont été distribués quotidiennement par camions citernes. La Croix-Rouge française a ensuite passé le relais à la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et à des ONG, pour concentrer son action sur **19 sites**, tandis que des équipes d'ingénieurs entamaient, en parallèle, la réhabilitation du réseau d'eau public à Petit-Goâve.

- En plus de l'eau potable, la Croix-Rouge française a installé des **structures d'hygiène et d'assainissement sur 24 sites : 704 latrines et 750 douches ont été construites en 5 mois** dans les communes de Delmas et Cité Militaire, puis consolidées pour faire face aux intempéries. Par la suite, les sols ont été drainés, les latrines surélevées et équipées d'un système de vidange. Des comités d'hygiène et d'assainissement, composés de bénévoles de la communauté, ont été formés sur chaque site pour diffuser les bonnes pratiques à la population concernant l'hygiène et l'entretien des ouvrages.

- Un système de collecte, de stockage et de ramassage des déchets (y compris les déchets médicaux des centres de santé) a été développé en partenariat avec les autorités locales sur **19 camps**, et des journées de sensibilisation à l'hygiène et à l'assainissement ont été organisées pour initier les personnes au nettoyage des sites et impulser un effort communautaire régulier.

## SANTÉ

- Dans les premiers jours qui ont suivi le séisme, **2 dispensaires** ont été déployés dans la capitale, à Pétiön-Ville et Delmas 19. Deux équipes médicales haïtiennes, supervisées par un médecin délégué de la Croix-Rouge française, ont prodigué des soins de santé primaire aux victimes. **Entre 100 et 200 patients sont venus consulter chaque jour ; soit un total de 20000 consultations effectuées.**

- **Jusqu'en mai 2010, 2 à 3 cliniques mobiles**, gérées par des équipes de réponses aux urgences (ERU) de la Croix-Rouge française et coordonnées par la Fédération internationale, ont effectué plus de **30 000 consultations** sur une vingtaine de sites dans et autour de Port-au-Prince, pour des soins de santé primaire. Ces mêmes ERU ont joué un rôle de premier plan dans la campagne de vaccination nationale décidée par le gouvernement haïtien. **152000 personnes ont été vaccinées** contre la rougeole et le tétanos.



## SOUTIEN PSYCHOSOCIAL

Adossées aux deux dispensaires, des activités quotidiennes de **soutien psychosocial**, destinées en priorité aux enfants, ont été menées par des volontaires de la Croix-Rouge haïtienne, formés par nos délégués. Environ **500 enfants** ont pu bénéficier de ce programme chaque jour pendant quatre mois. L'activité de soutien psychologique a ensuite été étendue aux centres de santé haïtiens.



## RAPATRIEMENTS ET RÉTABLISSEMENT DES LIENS FAMILIAUX

En France métropolitaine et en Guadeloupe, la Croix-Rouge française a participé à l'accueil des ressortissants français et des évacués sanitaires haïtiens. Au total, **1 917 personnes** ont été rapatriées sur 47 vols, et plus de **900 bénévoles** mobilisés sur ce dispositif. Nous avons également soutenu l'Etat français dans la mise en place d'une cellule d'accueil des parents adoptant des enfants haïtiens à Pointe-à-Pitre et assuré les regroupements familiaux, en lien avec le Comité International de la Croix-Rouge (CICR).

**111 dossiers** de rétablissement des liens familiaux ont été constitués.



# NOTRE ENGAGEMENT FINANCIER EN HAÏTI

La Croix-Rouge française a initialement déterminé un plan d'action prévisionnel sur la période 2010-2012 pour répondre aux conséquences du séisme. Compte tenu de l'évolution de la situation et de l'obtention de financements institutionnels, l'association prévoit de s'engager jusqu'à la fin 2013. Ce plan prend en compte nos actions spécifiques en réponse à l'épidémie de choléra.

Près de **26,8 millions\*** d'euros auront été utilisés au cours des 24 premiers mois suivant le séisme. Notre plan d'action prévisionnel mobilise l'essentiel des ressources collectées au 31 décembre 2011 (35,2 millions d'euros) à destination des personnes affectées en Haïti. La recherche de fonds institutionnels se poursuit pour permettre une réponse plus durable encore. L'évolution du contexte global d'intervention en Haïti peut nous amener à revoir ce plan.

## RESSOURCES (31/12/2011)

Dons collectés** auprès	
- Des particuliers	<b>9,4 millions d'euros</b>
- Des entreprises	<b>5,9 millions d'euros</b>
- De l'État et des collectivités	<b>3 millions d'euros</b>
Financements obtenus des bailleurs institutionnels (Commission Européenne, UNICEF, PNUD, UNHCR, OMS...)	<b>13,9 millions d'euros</b>
Financements obtenus des membres du mouvement Croix-Rouge (Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Croix-Rouge Américaine...)	<b>2,4 millions d'euros</b>
Autres financeurs (associations...)	<b>0,5 million d'euros</b>
Autres produits divers	<b>0,1 million d'euros</b>

**TOTAL DES RESSOURCES = 35,2 MILLIONS D'EUROS AU 31 DÉCEMBRE 2011**

## EMPLOIS (31/12/2011)

Population affectée par le séisme	
- Population dans les camps	<b>13,5 millions d'euros</b>
- Population en général	<b>7 millions d'euros</b>
Réponse au choléra	<b>3,1 millions d'euros</b>
Frais de gestion ***	<b>3,2 millions d'euros</b>

**TOTAL DES EMPLOIS = 26,8 MILLIONS D'EUROS AU 31 DÉCEMBRE 2011**

\* Ce chiffre est une estimation, il pourra varier à la marge une fois la clôture des comptes de l'année 2011 réalisée.

\*\* Les montants indiqués intègrent les ressources déjà comptabilisées ainsi que les promesses de dons et les demandes de financement déposées auprès des bailleurs institutionnels.

\*\*\* 13,8 % du montant des missions sociales en 2010 et 2011.

## Artibonite

La Croix-Rouge française développe au côté de la Croix-Rouge haïtienne différents projets de développement et de préparation aux risques de catastrophes.

En 2012, notre budget prévisionnel est de 1,6 million d'euros. Notre engagement en Artibonite est assuré jusqu'en 2016. L'action de la Croix-Rouge française en Artibonite est ancienne et antérieure au séisme du 10 janvier 2010. Elle est soutenue par l'Union européenne, notamment, et l'UNICEF.

La Croix-Rouge française est

AGRÉÉE PAR



# ENCORE MERCII !

Nous remercions vivement les donateurs qui, grâce à leur générosité, nous ont permis de répondre efficacement aux besoins immédiats du peuple haïtien, en janvier 2010, et nous permettent aujourd'hui de nous engager dans des programmes de relèvement. L'ensemble des dons collectés s'élève à plus de 18,9 millions d'euros, grâce à vous, particuliers, entreprises, fondations, partenaires et collectivités locales.



De nouveau un grand MERCI aux donateurs particuliers et aux centaines d'entreprises et fondations, dont la mobilisation fut sans précédent !

Grâce aux entreprises, à leurs collaborateurs et clients, ainsi qu'aux particuliers qui nous ont soutenus par des dons financiers, par l'organisation de collectes en France ou dans le monde, par des relais d'appels à dons, par des opérations de produits partagés, par l'organisation d'événements..., nous avons réussi à accroître notre efficacité sur le terrain.

## NOUS REMERCIONS TOUT PARTICULIÈREMENT

Accor (groupe et fondation), Accor Services France pour l'opération « Restaurons la Solidarité », Adecco, AFOM (Association française de téléphonie mobile) - SFR, Orange, Bouygues Télécom, Virgin Mobile et NRJ Mobile pour l'opération « un SMS pour Haïti », Air France, Axa, Axa Tout Cœur, Chartis Insurance, Cap Gemini, Crédit Suisse, Dromadaire, EBay, Europe 1, Foncia, Fondation Crédit Agricole, Fondation L'Oréal, Fondation Veolia Environnement, Google, HSBC, Johnson & Johnson, Kompass, La Française des Jeux, La Poste pour l'opération « timbre solidarité Haïti », Microsoft, Nestlé, Mitsubishi, RMC, rueducommerce.com, Société Générale, Sanofi-Aventis groupe, Total (premier et plus important contributeur en Haïti), Vinci, Vuitton.

## NOUS REMERCIONS ÉGALEMENT

Atol, Beneteau, BNP Paribas, Bred, Casino, Chronodrive, CNRS, Courtage Inter Caraïbes, DDB Link, Deloitte France, Ecllosion, Equidia, Fram, GFA Caraïbes, Lagardère, Ricoh, Qualiconsult SA, Ricol Lasteyrie, Fœderis, Mutuelle Fraternelle d'Assurance, Mane et Fils, Phénicia Logistics, Groupe Scor, SARL Les Peupliers, Saguez et partners, Select Reader Digest, SFD, Stanley, Stereau, Théâtre Mogador, Yoplait France.



## NOS PARTENAIRES INSTITUTIONNELS

\_\_\_ Le soutien financier des partenaires institutionnels français et internationaux est une condition essentielle au maintien et à la qualité de l'action humanitaire de la Croix-Rouge française. La Commission européenne est l'un des principaux donateurs d'aide humanitaire au niveau mondial, via sa Direction Générale de l'Aide humanitaire et de la

Protection civile (DG ECHO). En Haïti, la Commission est notre premier bailleur de fonds, avec déjà plus de 11 millions d'euros octroyés à la réponse post-séisme et choléra. Nos projets sont également soutenus par l'UNICEF, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le ministère des Affaires étrangères et européennes français (à travers son centre de crise), ainsi que la mairie de Paris.

## L'Union européenne toujours engagée à nos côtés

Entretien avec **Damien Berrendorf**, chef de bureau de la DG ECHO en Haïti\*



### Comment le séisme a-t-il modifié l'intervention de la DG ECHO en Haïti ?

Avant cette catastrophe, la DG ECHO répondait à deux problématiques importantes en Haïti : la sous-nutrition et la santé maternelle. Ces projets devaient durer jusqu'à la fin 2010 initialement, mais, malheureusement, ils ont été perturbés ou interrompus par le tremblement de terre. Une équipe importante est venue nous aider dans les évaluations préliminaires qui ont permis de prendre plusieurs décisions de financement successives. Ces décisions, d'une valeur globale de 112 millions d'euros, se sont cumulées pour couvrir une période de 15 à 18 mois, ce qui a permis de financer toute une série de partenaires-clé dans la réponse humanitaire, dont la Croix-Rouge française. Notre stratégie était flexible depuis le début, parce qu'avec les complexités urbaines il était très difficile d'opter pour une seule réponse,

il fallait les diversifier autant que possible. Aujourd'hui, nous avons gardé cette flexibilité et sommes dans la recherche d'une transition qui devrait permettre de faire le lien avec d'autres types de financement, tels que les financements de développement. Nous travaillons moins de façon isolée et davantage sur une approche qui nous permettra une plus grande connectivité avec d'autres initiatives à venir.

### Au cours de l'année 2011, 4 nouveaux projets de la Croix-Rouge française ont été financés par la DG ECHO\*\*, ce qui porte à 7 le nombre de projets financés depuis le séisme, pour un montant global de plus de 11 millions d'euros. Pouvez-vous expliquer les motivations de cette collaboration ?

Tout d'abord, nous étions intéressés par le dispositif mis en place par la Croix-Rouge française dans le pays. En effet, il s'agit d'une institution qui avait une relation proche avec la Croix-Rouge haïtienne et toute une série de partenaires, ainsi qu'une méthodologie qui permettait de travailler avec les volontaires dans les communautés. La Croix-Rouge française a également facilité l'approche intégrée multisectorielle en termes d'abris, d'eau, d'assainissement, d'hygiène, de récupération de certains intrants économiques, de santé et de réduction des risques de désastres. Tous ces secteurs permettent d'avoir une approche globale des communautés et de les préparer au mieux par rapport à la crise du moment et aux crises à venir. L'avantage des sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge qui viennent

renforcer la Croix-Rouge haïtienne, c'est que ce sont des acteurs pérennes ; des acteurs qui ont dû faire ce que beaucoup n'ont pas fait, c'est-à-dire travailler sur le long terme en ayant des ramifications communautaires élaborées et en proposant des capacités de réponse, ce qui est très important pour Haïti. En effet, le pays a besoin, au niveau rural comme au niveau urbain, d'un réseau communautaire renforcé. Les communautés doivent avoir conscience des types de menaces auxquelles elles sont exposées et à quel degré elles sont exposées. Ce travail sur le long terme permet de répondre à d'autres vulnérabilités, telles que les problématiques économiques ou la récupération d'une certaine autonomie. Je pense que les sociétés nationales de la Croix-Rouge, et particulièrement la Croix-Rouge française, travaillent très bien sur cet aspect transitionnel.

\* Les opinions exprimées dans cet entretien ne doivent en aucun cas être considérées comme reflétant la position officielle de l'Union européenne.

\*\* Dont un projet de réduction des risques de catastrophes en Artibonite, en dehors de la réponse post-séisme et choléra (cf. encadré ci-dessous).

**Le service d'aide humanitaire de la Commission européenne** finance les opérations d'aide aux victimes de catastrophes



naturelles et de conflits, hors de l'Union Européenne. L'aide est apportée, en toute impartialité, directement aux personnes dans le besoin, sans tenir compte de leur race, groupe ethnique, religion, genre, âge, nationalité ou opinion politique.



## Partenariat avec les Nations Unies une collaboration qui prend de l'ampleur

**D**ès la phase d'urgence, l'UNICEF a soutenu nos activités dans les domaines de l'eau et de l'assainissement à Port-au-Prince et Petit-Goâve. Cette collaboration s'est renforcée ensuite pour faire face au choléra. Le PNUD, de son côté, a contribué au financement du déblaiement de gravats à Delmas (Port-au-Prince). « L'UNHCR a commencé à travailler avec la Croix-Rouge française en 2011, lors de la mise en place d'un projet de prévention contre le VIH/sida dans des quartiers défavorisés de Port-au-Prince », explique Bertrand Blanc, responsable du bureau UNHCR en Haïti. Cette collaboration s'est récemment étendue à Petit-Goâve, où nous appuyons ensemble une ONG locale de protection des femmes victimes de violences, dans les camps de déplacés. »

### Les bailleurs de fonds institutionnels (hors réponse à l'urgence)

**La Croix-Rouge française mène en Haïti des projets de développement et de préparation aux catastrophes en Artibonite, non liés à la réponse post-séisme :**

- **La direction générale du développement et coopération-EuropeAid** de la Commission européenne finance la réhabilitation du réseau d'approvisionnement en eau potable, l'installation de structures d'assainissement et des activités de sensibilisation communautaire.
- **La DG ECHO**, à travers son programme spécifique DIPECHO (Disaster Preparedness ECHO), soutient un projet de réduction des risques de catastrophes pour préparer les populations et améliorer la coordination entre les différents acteurs concernés.

## NOS PARTENAIRES OPERATIONNELS



**La Croix-Rouge haïtienne reste le principal partenaire de la Croix-Rouge française en Haïti.** Cependant, afin de garantir une couverture maximale des besoins des populations sur nos zones d'intervention, nous travaillons également en étroite collaboration avec une multitude de partenaires opérationnels, à l'intérieur et en dehors du Mouvement Croix-Rouge et Croissant-Rouge. Ces collaborations peuvent prendre la forme d'un support technique, d'un support financier ou d'une coordination renforcée afin de garantir la complémentarité des activités proposées aux populations.

### LES PARTENAIRES DU MOUVEMENT CROIX-ROUGE/CROISSANT-ROUGE

Le Secrétariat de la **Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge** est notre principal partenaire au sein du Mouvement. Depuis le début de la réponse à l'urgence, il a apporté son soutien à la mise en place de différents programmes de la Croix-Rouge française.

En termes financiers, il a contribué au fonctionnement de deux centres de traitement du choléra, à la fourniture d'eau potable pour alimenter les réservoirs installés dans les camps et soutient aujourd'hui le projet de rénovation urbaine à Delmas 9.

De son côté, la **Croix-Rouge américaine** soutient nos activités de réhabilitation de maisons jaunes dans la commune de Delmas et nous a fourni les kits de peinture pour améliorer la pérennité des abris transitoires construits. Elle a également soutenu pendant 9 mois nos actions de réponse à l'épidémie de choléra.

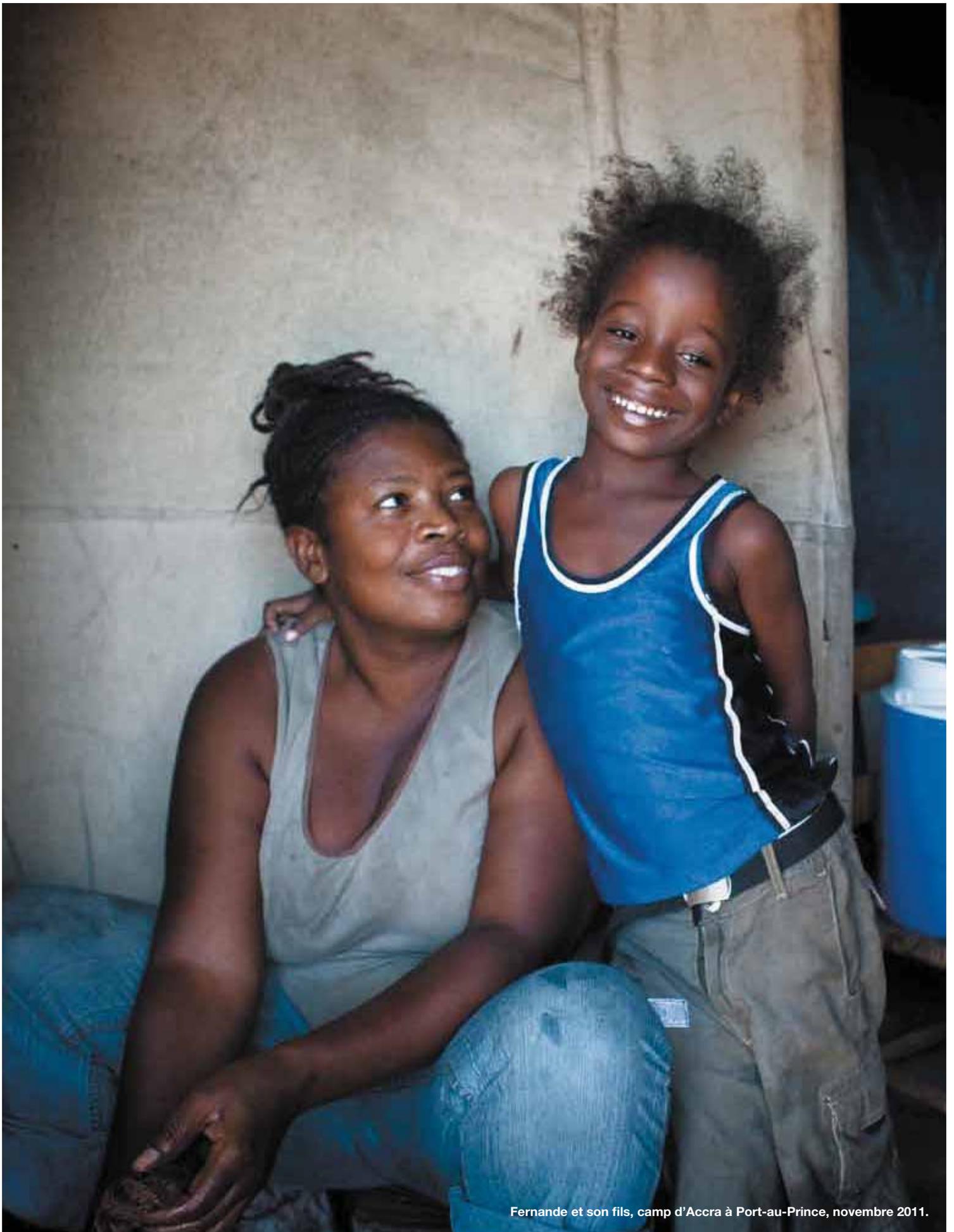


### AUTRES ORGANISATIONS MENANT DES ACTIONS DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

La Croix-Rouge française recherche activement des partenaires dont l'expertise technique peut compléter ses compétences. Ainsi, la **Fondation Architectes de l'urgence** est responsable des travaux de réhabilitation et de reconstruction des 11 centres de santé primaire que nous soutenons à Port-au-Prince et Petit Goâve ; la Cooperative Housing Foundation réalise pour sa part les démolitions de maisons rouges à Delmas, qui permettront par la suite la mise en place de solutions de relogement ; enfin, la **Fondation Veolia Environnement** nous apporte son expertise et son soutien financier depuis le début du projet d'amélioration du réseau d'eau de la ville de Petit-Goâve.

### LES PARTENAIRES LOCAUX

La Croix-Rouge française travaille avec les associations haïtiennes et les pouvoirs publics, des partenaires incontournables qui nous apportent leurs connaissances des problématiques locales et des besoins des populations.



Fernande et son fils, camp d'Accra à Port-au-Prince, novembre 2011.

— Ce document est dédié à Sébastien Gimenez, qui fut délégué de la Croix-Rouge française en Haïti, et a fait preuve d'un immense dévouement et d'un très grand courage dans les heures et les jours qui ont suivi le séisme. Quelques mois après avoir quitté Haïti, Sébastien est décédé subitement à son retour d'une mission en République du Congo. Nos pensées vont vers lui et sa famille.